

# LA PRESSE



Le drame est survenu au passage à niveau de Saint-Liboire.

## UN GESTE DÉSESPÉRÉ?

La violente collision entre un train et une voiture qui a tué un homme et son fils de 1 an hier, en Montérégie, a toutes les apparences d'un geste volontaire. PAGE A6

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE



SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC

# LE PROJET DE DEUX GÉNÉRATIONS

L'idée de souveraineté a été portée par deux générations, démontrent plus de 100 sondages réalisés au cours des 35 dernières années. Mais depuis 2000, l'option est en déclin constant chez les jeunes francophones. PAGES A2 ET A3



## EXCLUSIF HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE MONTRÉAL UN COÛT RÉEL DE 7 MILLIARDS

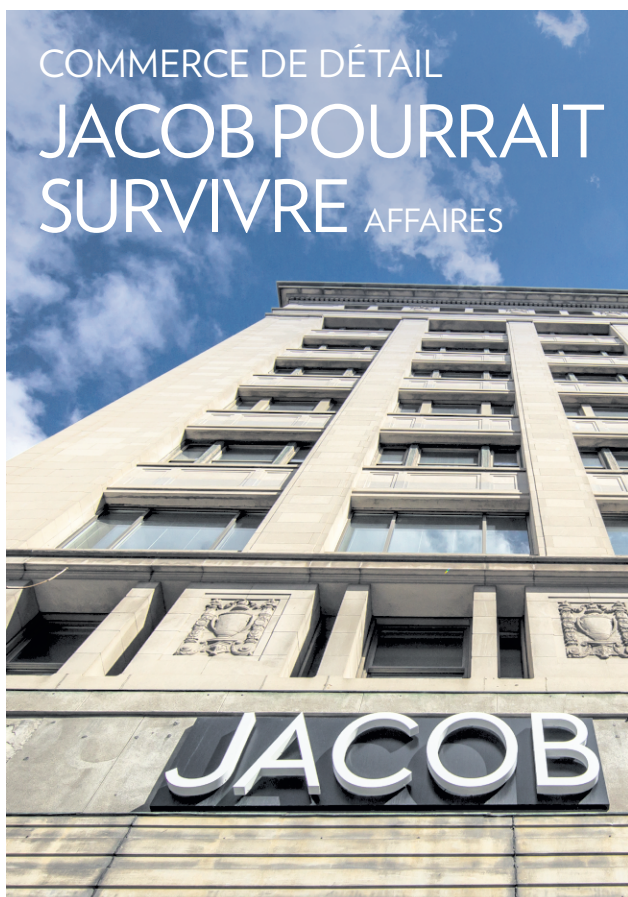
La somme est bien supérieure aux 5,2 milliards initialement annoncés par Philippe Couillard en 2009. PAGE A8

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

## NOUVEAU TRAITEMENT CONTRE LE CANCER

L'immunothérapie s'ajoutera sous peu à la chimiothérapie, la radiologie et la chirurgie pour lutter contre les mélanomes. PAGE A11

**FRANCIS VAILLES**  
LES SALAIRES DE MISÈRE  
DES IMMIGRANTS AFFAIRES



## COMMERCE DE DÉTAIL JACOB POURRAIT SURVIVRE AFFAIRES

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE



Devon Portielje et Conner Molander de Half Moon Run, Alex Nevsky et Charlotte Cardin seront au festival

## INTERNATIONAL DE MONTGOLFIÈRES DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU UNE SAVEUR TOUTE LOCALE ARTS

PHOTO MATHIEU WADDELL, LA PRESSE

**coupe ROGERS**  
présentée par BANQUE NATIONALE

1-10 AOÛT  
2014  
STADE UNIPRIX, MONTRÉAL  
CoupeRogers.com

**MON CLIN D'ŒIL** STÉPHANE LAPORTE  
La priorité du budget, c'est d'être en mesure de se payer Subban.

Venez voir mon blogue! [www.lapresse.ca/laporte](http://www.lapresse.ca/laporte)



## DITES ADIEU À VOTRE DENTIER GRÂCE AUX IMPLANTS DENTAIRE!

**Fiez-vous à nos 20 années d'expérience et de succès clinique remarquable!**  
Réhabilitez votre sourire avec nos nouveaux services d'implantologie rapides et très faciles, effectués sous sédation.

**Consultation et tomographie sans frais!**  
Traitements déductibles d'impôt  
Financement disponible

**CONCEPT DE TRAITEMENT  
All-ON-4®  
Un solide sourire  
50% moins cher!\***

**Dr Luc Chaussé, dentiste généraliste**  
drlucchause.com  
450-Implant  
1-800-263-Dent  
lucchause@me.com

\*S'adresse aux personnes ayant perdu ou allant perdre leurs dents à la mandibule inférieure. Coût régulier du concept de traitement All-on-4 : 24 000\$ et +. Coût à notre clinique: 12 000\$. All-on-4® est une marque de commerce de Nobel Biocare Services AG.

## SOVERAINETÉ DU QUÉBEC



De gauche à droite : Jacques Parizeau, Pauline Marois, Lucien Bouchard et René Lévesque

PHOTOMONTAGE LA PRESSE

# LE PROJET DE DEUX GÉNÉRATIONS

Après la défaite historique du Parti québécois en avril dernier, on s'est demandé si la souveraineté avait été l'idée d'une seule génération. Des courbes tracées avec les données des 35 dernières années pour *La Presse*, à l'aide d'une banque de plus de 100 sondages, montrent plutôt que l'idée de souveraineté a été portée par deux générations. Et que, depuis l'an 2000, elle est en constant déclin chez les jeunes francophones. Voilà matière à réflexion pour les présidents d'association du Parti québécois, qui se réunissent samedi.



KATIA GAGNON

La sociologue Claire Durand, spécialiste des sondages, a analysé pour *La Presse* 125 sondages, réalisés par la firme CROP de 1977 à 2014. Elle a isolé les électeurs francophones et a ensuite tracé selon les groupes d'âge des courbes d'appui à la souveraineté et au Parti québécois.

Elle en conclut que la souveraineté a été portée par deux générations: les baby-boomers (nés entre 1945 et 1960), et la génération X (les personnes nées entre 1960 et 1975).

La génération X, explique M<sup>me</sup> Durand, «est devenue souverainiste pendant la campagne référendaire de 1995. Après le second référendum, l'option a continué à monter à cause d'une sorte de sentiment de "on aurait pu l'avoir". C'est après que le renouvellement ne s'est pas fait».

L'appui des jeunes à la souveraineté culmine quelques années après le référendum de 1995. Par la suite, la courbe descend constamment avec, autour de 2005, un léger regain d'intérêt qui correspond au scandale des commandites. Autour de 2009, l'appui à la souveraineté passe à moins de 50% chez les jeunes de 18 à 34 ans. Il ne remontera jamais au-dessus ce seuil critique.

Actuellement, l'intérêt pour la souveraineté est revenu à peu près à ce qu'il était dans la période qui a précédé l'échec de l'accord du lac Meech: soit un creux historique.

«Ce qui a changé, c'est qu'il n'y a plus de différence entre les groupes d'âge. Ce n'est plus vrai que les jeunes sont plus souverainistes que les autres», observe Claire Durand.

Les jeunes d'aujourd'hui ne sont donc ni plus ni moins souverainistes que leurs aînés. En revanche, ils sont moins péquistes. «Pour le Oui, il y a peu de différence entre les groupes d'âge à la fin de la courbe. Pour le PQ, il y en a: les jeunes sont encore moins péquistes que les autres groupes d'âge. Les jeunes ont lâché le PQ encore plus que la souveraineté», dit M<sup>me</sup> Durand.

La théorie de l'ancien premier ministre Bernard Landry, qui disait que la souveraineté était inéluctable puisque les jeunes sont toujours plus souverainistes et le demeurent, est donc battue en brèche par ces données, selon M<sup>me</sup> Durand. «Les chiffres qu'on a, ce n'est pas ça. Les gens ne demeurent pas nécessairement souverainistes toute leur vie et, en plus, la jeune génération n'a pas pris le bateau.»

## «L'appui peut monter»

Est-il possible que la souveraineté redevenue populaire chez les jeunes? «En 1995, l'appui a monté durant toute la campagne référendaire chez les jeunes. Ils sont donc plus mobilisables. S'il y a une campagne, l'appui peut monter. Mais est-ce que cela peut monter au-delà de 50% de la population? Disons que c'est un gros contrat.»

Il faut aussi noter que, en 35 ans, le poids démographique des jeunes a fondu: en 1977, les personnes de 18 à 34 ans représentaient 47% de la population. Leur impact était énorme. Aujourd'hui, les jeunes ne forment plus que 27% de la population.

Lisez la version complète de ce dossier dans *La Presse+*

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 8	Horaire télévision	ARTS 5
Astrologie du jour	ARTS 7	Loteries	A12
Bourses	AFFAIRES 10	Monde	A12 et A13
Débats	A14 et A15	Petites annonces	ARTS 6
Décès	ARTS 7	Sudoku	AFFAIRES 4

## Météo

Orages, maximum 26, minimum 18. ARTS 6

**SUPERFAST  
UN ÉTAT D'ESPRIT**

**CHOPARD**

BRE 01.02-M  
RTY-SEVEN  
JEWELS

SWISS

**SUPERFAST  
POWER CONTROL**

**CHÂTEAU D'IVOIRE**  
JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651  
SANS-FRAIS 1 888 883 8283  
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

*Chopard*

## Le PQ est un parti en sursis, selon Legault

DENIS LESSARD

QUÉBEC — En défaveur auprès des jeunes, le Parti québécois (PQ) est un parti en sursis, croit le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault. «On va leur jouer le même tour que le PQ avait joué à l'Union nationale», a-t-il lancé hier, interpellé sur le récent sondage CROP réalisé pour *La Presse*.

Du côté du PQ, on ne désespère toutefois pas. Il faut «se retrousser les manches, faire de la place aux jeunes et leur donner la parole» pour que le PQ retrouve la faveur de la génération montante, estime Alexandre Cloutier, député péquiste de Lac-Saint-Jean.

Avec plusieurs de ses collègues, l'ex-ministre Cloutier dit prendre acte du constat publié hier par *La Presse* selon lequel, chez les 18-24 ans, le Parti québécois ne recueille l'appui que de 16% des répondants à un récent sondage CROP. Leur «ouvrir le vote» dans le choix du futur chef du PQ est «aussi une solution». Alexandre Cloutier propose que toute personne se disant en accord avec les objectifs du PQ puisse voter pour le chef.

Ces chiffres alarmants pour le PQ ne sont pas une surprise pour Alexandre Cloutier. «On les connaissait du 7 avril. On souhaite être le parti qui aura le plus large appui aux prochaines élections», espère M. Cloutier.

Mais pour François Legault, le chef de la CAQ, ex-ministre de Lucien Bouchard et de Bernard Landry, «on voit dans ce sondage qu'il y a un déficit d'espoir du côté des

jeunes. Certains d'entre eux se préparent à quitter le Québec. On a besoin d'un projet positif, et je ne pense pas que ce soit la souveraineté du Québec!»

«Je pense que le PQ devient un parti marginal au Québec, il y a une petite minorité qui est pour ce projet (la souveraineté). C'est pourquoi j'ai quitté, et pourquoi je pense que la prochaine élection se passera entre le Parti libéral et la CAQ.» Le PQ risque, lors de la course à la direction, de se concentrer sur son article 1, et «il risque d'avoir de moins en moins d'appuis».

«J'ai vu au PQ qu'un chef, pour gagner, doit faire la promotion d'un référendum rapide, cela devient un parti référendariste», a lancé M. Legault.

## «Pas de recette magique»

Pour Stéphane Bergeron, «il n'y a pas de recette magique, on sait qu'il y a là un problème, on récolte les fruits de ce qu'on n'a pas fait dans le passé. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus rien à faire!» Le plus incongru, c'est «que si on veut réaliser la souveraineté du Québec, c'est justement pour l'avenir, pour nos enfants nos petits-enfants!», observe l'ancien ministre Bergeron, commentant le faible appui des jeunes, soit 31%, à la souveraineté.

«Nous devons nous soucier que ce projet est en ligne avec les préoccupations des jeunes», estime-t-il. Dix ans après le constat des «mousetaires», «il est clair que des gestes n'ont pas été posés auprès de ces jeunes qui n'avaient pas le droit de vote en 1995», lors du dernier référendum.

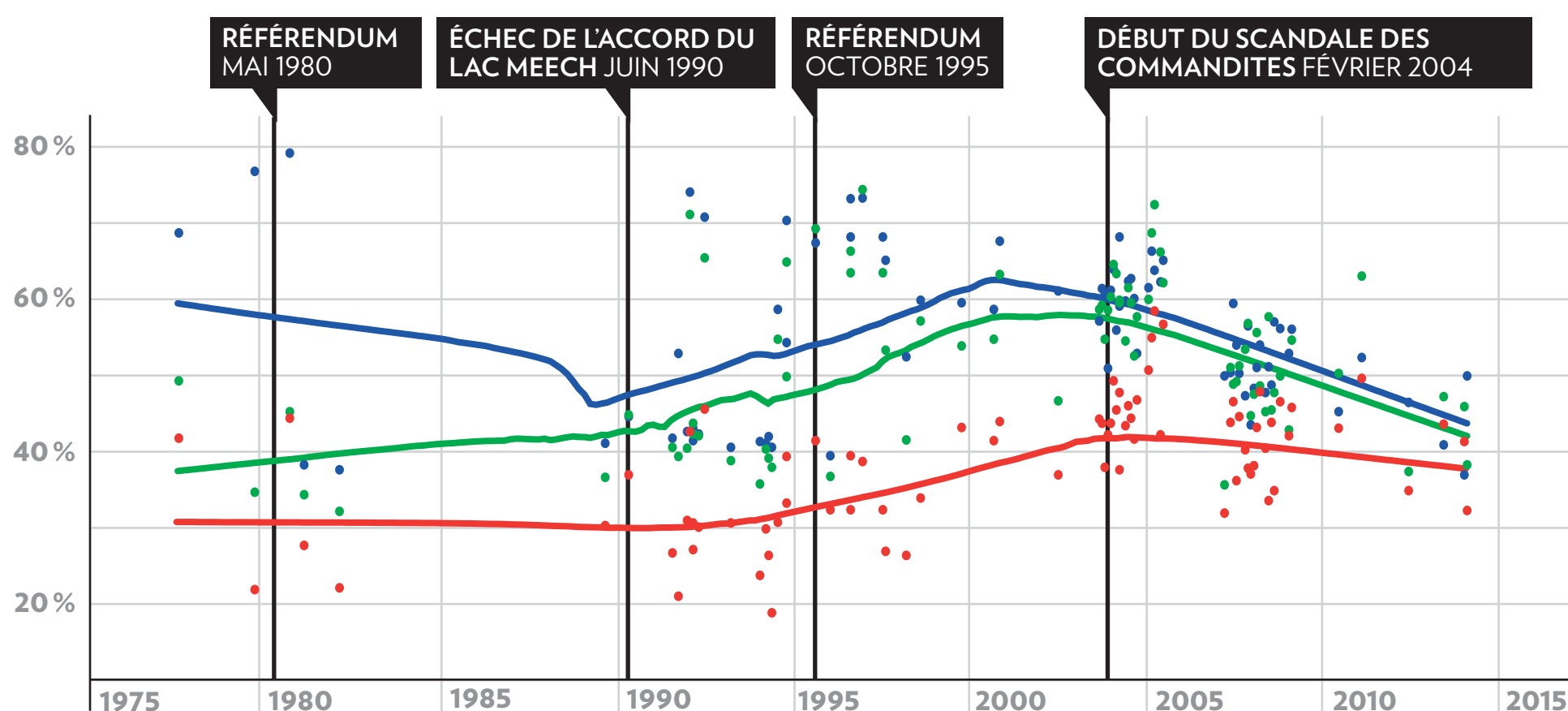
## ÉVOLUTION DE L'APPUI À LA SOUVERAINETÉ

SELON L'ÂGE - FRANCOPHONES SEULEMENT

18-34 ANS

35-54 ANS

55 ANS ET PLUS



**MÉTHODOLOGIE:** Les graphiques ont été produits par Claire Durand à partir des données de 125 sondages réalisés entre 1977 et 2014 par la firme CROP. Les informations ont été récupérées des Archives canadiennes de l'opinion publique (CORA) et directement de CROP dans le cadre de recherches scolaires. Les points représentent les résultats des divers sondages par groupe d'âge, chez les francophones seulement. Les lignes représentent l'évolution estimée de l'appui à la souveraineté ou de l'intention de vote pour le Parti québécois, selon le cas. Après 2008, les sondeurs emploient le mot « souveraineté » dans leurs questions, alors qu'avant 2008, on utilise plutôt les expressions « souveraineté-association » ou « souveraineté-partenariat ».



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Après avoir claqué la porte du Parti québécois, Jean-Martin Aussant a fondé Option nationale, parti qu'il a dirigé de 2011 à 2013.

## UN JEUNE JACQUES PARIZEAU

KATIA GAGNON

L'idéal du « jeune révolutionnaire souverainiste », a été incarné, l'espace de 24 mois, par l'ex-député péquiste Jean-Martin Aussant.

Aussant a fondé Option nationale en 2011. Tous ceux qui ont assisté aux rassemblements du jeune parti ont été frappés par le fait que la grande majorité des partisans d'ON, « était composée de jeunes militants éduqués », a écrit la chroniqueuse José Legault.

Comment Aussant a-t-il réussi à attirer les jeunes ?

« Il était crédible quand venait le temps de parler d'économie, mais il était quand même irrévérencieux. Comme Jacques Parizeau à l'époque. Une sorte de capitaliste de gauche. La souveraineté, pour lui, c'était clair, et il avait une façon très moderne de s'adresser aux gens », dit l'ex-député péquiste Jonathan Valois.

Aussant est économiste, comme Parizeau. Comme lui, il a fait une

partie de ses études en Grande-Bretagne. Son parcours est impeccable: il a travaillé à la grande firme de finance Morgan Stanley avant de sauter dans l'arène politique, et il y est retourné après l'avoir quittée. Mais Jean-Martin Aussant a aussi un indéniable côté givré. Juste après avoir quitté la politique, ce musicien accompli a présenté avec plusieurs autres artistes un spectacle de chansons et de numéros d'humour.

**Miser sur l'authenticité**

Catherine Dorion, deux fois candidate d'ON dans Taschereau, a aussi cette façon particulière de s'adresser aux électeurs: sa vidéo sur le nouveau parti, mise en ligne au début de la campagne de 2012, est devenue virale en quelques jours.

« Ce qui était important, ce n'est pas tant ce que je disais que le "comment", explique Catherine Dorion. Les jeunes de la génération Y sont nés avec les messages publicitaires. Les promesses de bonheur, que ça

viennent des compagnies ou des partis, ils sont blindés. Ce qui fesse le plus, c'est l'authenticité! » dit-elle.

« C'est un fait, la souveraineté n'est plus à la mode, poursuit-elle. Ceux qui la défendent ont l'air de losers. Les souverainistes sont responsables de ça: après 1995, ils se sont découragés. Mais la nouvelle génération est prête à s'intéresser à l'enjeu. Quand je fais un discours dans un cégep, je sais que je marque des points. »

Jean-Martin Aussant et sa bande peuvent-ils encore être « le levain dans la pâte » du mouvement souverainiste, comme le prévoyait Jacques Parizeau en 2011 ?

Au Parti québécois, Aussant ne serait certainement pas accueilli à bras ouverts, comme l'énonce clairement Jonathan Valois. « Aussant a démontré qu'avec un nouveau discours, on pouvait attirer des jeunes. Mais il a aussi démontré qu'il n'est pas fiable. Je suis étonné qu'il ait encore autant de crédibilité après avoir laissé tomber son propre parti. »

## Le refus d'entendre

KATIA GAGNON

Octobre 2003. Le Parti québécois vient de perdre les élections. Le chef du PQ, Bernard Landry, invite le politologue Jean-Herman Guay à venir prononcer un discours devant les militants. C'est l'équivalent d'un électrochoc: le rêve de la souveraineté, leur dit-il, est à ranger dans la boîte à souvenirs, car « les raisins de la colère ont disparu ».

« La salle était à ce point choquée que j'avais dû sortir du Conseil national, se souvient M. Guay. Quand j'ai quitté l'estrade, les gens du service de sécurité m'ont entouré. Ils m'ont accompagné vers la sortie pour ne pas que les gens me prennent à partie devant les caméras. »

« Si vous êtes venu nous dire d'abandonner notre rêve, alors je vous dis: non merci! », avait rétorqué le chef péquiste, Bernard Landry, dans un discours aux militants.

Pour le politologue, le PQ a toujours refusé la discussion sur cette question pourtant fondamentale. « Pour ne pas abdiquer sur leur rêve, à chaque fois, ils ont trouvé des causes techniques ou tactiques aux défaites électorales, ou alors ils s'en sont pris aux leaders. Il y a une fuite, une volonté d'évitement. »

Au milieu des années 2000, le Parti québécois se fera répéter ce message, et deux fois plutôt qu'une, par trois jeunes députés, surnommés les Mousquetaires, ressortis bouleversés d'une tournée du Québec.

**Un rapport décapant**

Jonathan Valois, Stéphane Tremblay et Alexandre Bourdeau en avaient tiré un rapport décapant. « Ce que nous avons entendu bouscule, choque et assomme », écrivaient-ils. La souveraineté risquait de devenir « dépassée, désuète et vétuste ».

« Plusieurs personnes nous ont reproché ce document au PQ, raconte Jonathan Valois, dix ans plus tard. Notre critique n'avait pas été bien accueillie. Il y a une génération qui veut avoir raison et préserver ses luttes historiques. »

Depuis notre tournée, ça s'est empiré au PQ, croit-il. Pour les jeunes, il y a peu de différence entre le PQ et les libéraux. Pour employer une analogie de *Star Wars*, pour les jeunes, le PQ fait désormais partie de l'Empire, et non plus des rebelles. »

## ACTUALITÉS

## Félicitations, M. Girard



**PATRICK  
LAGACÉ**  
CHRONIQUE

Quand le ministre des Transports (libéral) Robert Poëti a su que le PDG (péquist) Nicolas Girard de l'Agence métropolitaine des transports (AMT) avait appelé la police au sujet de son prédécesseur (libéral) Joël Gauthier, il lui a dit une chose: «Félicitations.»

Pas de farces. C'est le ministre lui-même qui me l'a dit, hier.

J'avais fait savoir au bureau de M. Poëti que j'allais écrire sur le statut (incertain, selon plusieurs personnes) de M. Girard à la tête de l'AMT. Je voulais savoir si l'enquête criminelle ciblant Joël Gauthier changeait quoi que ce soit au sort de M. Girard.

Petit rappel: M. Girard a été député péquiste de 2004 à 2012. Battu dans Gouin quand son parti a été élu, il a été nommé PDG de l'AMT. Son prédécesseur Joël Gauthier est libéral comme M. Girard est péquiste, sans avoir été député (il fut DG du Parti libéral de 1998 à 2003, date à laquelle il fut nommé à l'AMT).

Bref, avec le changement de régime à Québec, M. Girard pouvait s'attendre à périr

comme il avait été nommé à l'AMT: par un diktat politique.

Puis est arrivée l'affaire Gauthier. La police a Joël Gauthier dans sa ligne de mire, le soupçonne de fraude, entre autres, pendant ses années à

**Quand il a su que c'est le PDG lui-même qui avait appelé la police, non seulement Robert Poëti a félicité M. Girard, mais il lui a dit, en plus: «Si vous trouvez d'autres dossiers qui peuvent être de la collusion ou de la corruption, appelez l'UPAC.»**

l'AMT. Les déclarations sous serment de la police sont claires: c'est M. Girard lui-même qui a mis en branle à l'AMT une vérification de la gestion de son prédécesseur, sur la foi d'informations de certains vice-présidents. Cela a mené à un appel aux policiers anticorruption.

C'est ce qui m'a poussé à faire signe au cabinet de M. Poëti, hier. Je m'attendais à une réponse laconique d'une attache de presse. Dring, dring:

c'est le ministre lui-même qui était au bout du fil...

«Pour moi, dans le quotidien, les opinions politiques des personnes n'ont pas d'importance», m'a-t-il juré, au sujet du passé péquiste de M. Girard, répétant qu'il n'a «pas de mandat» pour évincer M. Girard de l'AMT.

Quand il a su que c'est le PDG lui-même qui avait appelé la police, non seulement Robert Poëti a félicité M. Girard, mais il lui a dit, en plus: «Si vous trouvez d'autres dossiers qui peuvent être de la collusion ou de la corruption, appelez l'UPAC.»

– Et le fait que M. Girard ait pris contact avec la police, ça vous dit quoi sur lui?

– Qu'il voulait connaître la boîte qu'il allait diriger. Quand il s'agit de collusion, il faut bouger. Il a pris la bonne décision.

Voilà, c'est dit.

Quand Nicolas Girard a fait l'état des lieux dans l'épineux dossier du système léger sur rail (SLR) du pont Champlain, le ministre Poëti a aimé ce qu'il a entendu. «On est donc descendus ensemble pour le point de

presse. Il était content. J'étais content.»

M. Gauthier n'a pas été accusé et les allégations de la police n'ont pas été prouvées en cour. Mais mis au parfum de possibles irrégularités, Nicolas Girard a été synchro avec ce que demande l'époque. Il a agi.

Je suis content de voir que M. Poëti applaudit un tel geste, au mépris des considérations bêtement partisans.

## Talons tueurs de données

Ce passage de la déclaration sous serment de la police au sujet de Joël Gauthier a frappé – pardonnez le jeu de mots – l'imaginaire...

Selon sa secrétaire de l'époque, Joël Gauthier lui aurait demandé de détruire son téléphone intelligent BlackBerry à coups de talon. Talon, comme dans «talons hauts»...

La manœuvre a fait sourire: tout le monde sait que détruire un téléphone intelligent ne détruit pas ses données!

Il y a ces serveurs, il y a ces ordinateurs qui relaient ou synchronisent les données contenues sur un téléphone intelligent. Vouloir «tuer» des données à coups de talon, peut-on penser, relève de la pensée magique...

C'est vrai. Mais ce n'est pas totalement vrai.

Sur les téléphones intelligents BlackBerry, on retrouve

la messagerie PIN, pour *personal identification number*, ou numéro d'identification personnelle.

Les PIN ont longtemps eu dans le monde des affaires une réputation d'invulnérabilité. Parce que les messages relayés par PIN ne transitent pas par les serveurs des entreprises des correspondants. Ils laissent donc moins de traces qu'une messagerie «normale».

Je sais que Joël Gauthier – comme bien d'autres acteurs du monde de la politique, du journalisme ou des affaires – communiquait par PIN avec certains de ses correspondants.

L'un de ceux-là: Tony Tomassi, l'ex-ministre libéral (tombé en disgrâce depuis).

Joël Gauthier m'a dit qu'il rencontrait M. Tomassi parce que celui-ci était membre d'un comité parlementaire sur les transports. Soit.

Mais pourquoi communiquer par PIN avec un parlementaire, plutôt que par un courriel «normal»? M. Gauthier n'a pas répondu à cette question. Et M. Tomassi ne m'a pas rappelé.

Communiquer par PIN n'est pas le signe d'une activité illégitime. Vouloir détruire le téléphone contenant des PIN non plus.

Je me demande juste pourquoi la police a jugé bon de mentionner cette destruction de téléphone intelligent par chausserie de secrétaire si cela n'a pas été utile à son enquête.

Bon, je n'ai plus de place. On parlera de ski demain, alors...

## METTRE EN LUMIÈRES L'INNOVATION

Les Luminaires Eureka, fabricant de solutions d'éclairage décoratif.

«L'innovation et la créativité ont toujours fait partie de ce que nous sommes, et d'avoir un partenaire financier comme la Banque Nationale qui partage ces mêmes valeurs, c'est important pour nous. Par son approche flexible, la Banque a su démontrer qu'elle est capable de trouver des solutions.»

**Patrick Foley**

Président, Les Luminaires Eureka

**BANQUE NATIONALE**

[bnc.ca/entreprises](http://bnc.ca/entreprises)  
Toujours présents pour les entreprises

## FINANCEMENT POLITIQUE

# Roche faisait comme « tout le monde »

DAPHNÉ CAMERON

Même si elle savait qu'elle employait des méthodes «pas correctes», France Michaud a orchestré un système de financement politique qui permettait à la firme Roche de donner chaque année entre 60 000 et 900 000\$ aux partis provinciaux.

«On le faisait parce que tout le monde le faisait. Ce n'était pas la plus belle chose», a déclaré l'ancienne vice-présidente de la firme Roche, hier, devant la commission Charbonneau (CEIC).

France Michaud est entrée chez Roche en 1988. Elle a gravi les échelons et est devenue vice-présidente adjointe 10 ans plus tard.

En 2003, elle dirigeait le bureau de Roche à Montréal. C'est à cette époque qu'elle a touché pour la première fois au financement politique.

### «Peinturés en rouge»

France Michaud «prendra les devants» en demandant des rencontres avec les responsables du financement au Parti québécois (PQ) (Ginette Boivin) et au Parti libéral du Québec (PLQ) (Violette Trépanier).

Jusqu'à la commission Gomery en 2004, a-t-elle précisé, c'est Marc-Yvan Côté, ancien ministre libéral, qui s'occupait du financement chez Roche.

À l'époque, selon les rumeurs, les employés de Roche étaient tous «peinturés en rouge». «Je voulais lui dire qu'on était représentatifs de la population québécoise», a-t-elle affirmé en soulignant qu'elle avait longtemps été une «pro-René Lévesque».

«[Ginette Boivin] m'a fait comprendre que les relations avec Roche n'ont pas toujours été harmonieuses. Elle m'a dit: "Je sais qu'il y a des gens chez Roche qui nous aident, mais j'ai l'impression que dans votre réseautage, vous pourriez nous aider un peu plus"», a aussi dit M<sup>me</sup> Michaud.

Privilèges et cadeaux à l'Agence métropolitaine de transport

# Nicolas Girard a mis un frein au système

EXCLUSIF

KATHLEEN LÉVESQUE

Cinq mois après sa nomination à la tête de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), Nicolas Girard a senti le besoin de mettre fin au système de privilèges et de cadeaux qui avait cours au sein de l'organisme public. La nouvelle orientation du PDG de l'AMT est clairement énoncée dans une note aux employés, que *La Presse* a obtenue.

« À partir d'aujourd'hui, il sera interdit d'accepter ou de solliciter toutes formes de cadeaux, d'invitations ou toutes marques d'hospitalité, et ce, peu importe sa valeur », a écrit Nicolas Girard par courriel le 14 février 2013. Ce changement vaut, précise-t-il, pour le paiement d'un repas au restaurant, un laissez-passer ou une invitation pour un congrès, une conférence, un colloque ainsi que pour tous les billets de hockey ou de spectacle.

Avant d'en arriver à ce ton impératif, M. Girard réitère sa confiance à l'égard de son équipe. De plus, il souligne les valeurs qu'il prône: honnêteté, intégrité et transparence. « Au cours des dernières années, certains événements de l'actualité ont accéléré la réflexion de plusieurs entreprises et ont démontré la complexité des rapports qu'entretiennent un certain nombre d'organisations avec leurs intervenants », ajoute le nouveau PDG.

Lorsque cette note a été transmise, l'AMT avait déjà un code d'éthique depuis 2009. En 2012, il avait même été révisé à la suite de l'embauche des inspecteurs au sein de l'organisme et la mise en place d'une ligne de signalement en matière de fraude et d'irrégularité. Mais cela ne suffit vraisemblablement pas aux yeux de M. Girard, qui souhaite « instaurer les bases



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, ARCHIVES LA PRESSE  
L'AMT avait déjà un code d'éthique depuis 2009. En 2012, ce code avait même été révisé à la suite de l'embauche des inspecteurs au sein de l'organisme. Mais cela ne suffit vraisemblablement pas aux yeux de Nicolas Girard.

d'une nouvelle dynamique orientée sur le bien commun de l'AMT». «Faisons les choses autrement», lance-t-il à ses troupes.

## Proximité douteuse

Vendredi dernier, les documents judiciaires afin d'appuyer la demande de l'Unité permanente anticorruption pour obtenir un mandat de perquisition à l'AMT ont révélé que M. Girard aurait joué un rôle important dans l'enquête policière. Dès son entrée en fonction, à l'automne 2012, M. Girard « a constaté quelques irrégularités dans les activités de son prédécesseur ». C'est ainsi qu'il a demandé à son adjointe de retrouver les agendas de Joël Gauthier. L'information a été transmise à la police.

Lors de la perquisition effectuée le 1<sup>er</sup> mai dernier à l'AMT, l'UPAC a saisi de la documentation, sur papier et informatique.

Dans les jours qui ont suivi, *La Presse* a mis la main sur certains extraits des agendas de Joël Gauthier ainsi que sur quelques échanges de courriels, et ce, de deux sources différentes. On y retrouve des exemples concrets de relations étroites entre M. Gauthier et de hauts dirigeants de firmes de génie, dont certaines qui avaient des contrats avec l'AMT.

Ainsi, on constate que M. Gauthier a notamment rencontré Paul Lafleur (BPR), Luc Benoit (Tecsult), Jean-Pierre Sauriol (Dessau), Yves Cadotte (SNC-Lavalin), Michel Lalonde (Groupe Séguin) et des représentants de Roche, Cima et Axor. Les rendez-vous étaient prévus dans des restaurants comme le Muscadin, La Cantina, Da Emma, Latini, Chez Ferreira ou Milos, ou dans des clubs privés tels que le 357C, le Club Mont-Royal ou le défunt Club Saint-Denis.

Mais le cercle de relations de M. Gauthier ne se limite pas aux firmes de génie. L'agenda de juillet 2005, par exemple, indique un rendez-vous avec le député libéral Tony Tomassi. À l'époque, ce dernier était vice-président de la Commission des transports et de l'environnement. Le lendemain, Joël Gauthier devait rencontrer, pour le petit-déjeuner, l'entrepreneur Tony Accurso et le vice-président de Dessau, Rosaire Sauriol. Deux mois plus tard, MM. Gauthier et Accurso se sont de nouveau rencontrés.

## Contexte difficile

De plus, les échanges de courriels apportent un éclairage plus précis sur la nature des fréquentations du PDG de l'AMT. Ainsi, le 30 novembre 2010, Yanick Bouchard, vice-président chez Génivar, envoie un long courriel à M. Gauthier en soulignant d'entrée de jeu

qu'il a hâte de prendre du recul et des vacances, compte tenu du « contexte actuel ».

Il est question d'une journée de ski qu'il est en train d'organiser, mais qui « est plus compliquée qu'anticipé ». « Avec tout ce qui se passe, il y a beaucoup de monde qui n'ose plus être présent pour ce type de sortie », écrit M. Bouchard. Ce dernier termine son message en proposant d'organiser « une petite soirée au Centre Bell [s'il a] toujours le droit. C'est rendu compliqué de comprendre qui a le droit de respirer ».

À cela, Joël Gauthier répond succinctement: « Pas de problème. Je respire très bien. »

Une semaine avant cet échange, *Le Devoir* a révélé que l'escouade Marteau enquêtait sur neuf firmes de génie-conseil (club des neuf) qui se partageraient les contrats publics dans l'industrie de la construction. Les acteurs de cette collusion seront finalement identifiés deux ans plus tard lors des travaux de la commission Charbonneau.

Le 21 décembre 2010, M. Bouchard envoie un autre courriel à M. Gauthier pour faire un suivi concernant la sortie de ski qui est reportée le mois suivant. Le vice-président de Génivar note alors que « les chèques seront ramassés avant le 31 décembre de cette année ». « L'objectif discuté lors de notre déjeuner sera atteint. Au moins 30 personnes », écrit M. Bouchard.

À cela, Joël Gauthier a répondu à *La Presse* qu'il n'avait « aucune idée » de ce qu'était cette sortie de ski. Il a précisé ne pas être un skieur et ne pas avoir participé à une telle activité. M. Gauthier a toutefois indiqué que Yanick Bouchard est un de ses bons amis.

Yanick Bouchard n'a pas répondu aux questions de *La Presse*.

— Avec la collaboration de Patrick Lagacé

## Une année de vaches maigres pour l'AMT

BRUNO BISSON

Les dirigeants et spécialistes de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) ont présenté, hier, une liste de nouveaux projets de transport en commun très modeste en raison de sa « situation financière délicate » et du manque à gagner de son fonds d'immobilisations, qui suffira tout juste à financer les projets en cours.

Lors d'une séance de consultation publique en ligne hier soir, l'AMT a écarté la possibilité d'augmenter à court terme les services de trains de banlieue sur les lignes les plus achalandées de son réseau, soit celles de Deux-Montagnes et de Vaudreuil-Hudson, où la clientèle réclame plus de services, et ce, depuis des années.

Un spécialiste de l'AMT a expliqué hier qu'il n'y a pas encore de plan pour

déployer les nouvelles voitures multinationales sur la ligne de Deux-Montagnes et que l'augmentation du nombre des départs quotidiens sur cette même ligne nécessite des travaux ferroviaires majeurs « pour augmenter la capacité au niveau de l'infrastructure. Et cela va nécessiter un peu plus d'argent que ce que nous avons présentement ».

Au cours de la prochaine année, l'AMT réalisera des

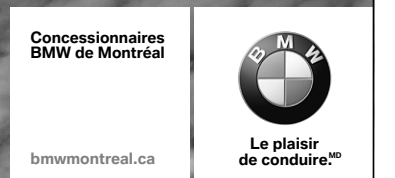
travaux majeurs dans le corridor ferroviaire du Canadien Pacifique (CP) utilisé par trois lignes de trains de banlieue de l'AMT entre le centre-ville de Montréal et la gare de Montréal-Ouest. Ces travaux s'inscrivent dans un programme d'amélioration du corridor en cours depuis 2009 et qui devra se poursuivre au moins jusqu'en 2016.

L'AMT a aussi l'intention d'aménager, en 2014, trois

tronçons de voies réservées aux autobus sur la Rive-Sud. Ces trois projets sont prévus sur l'autoroute 10, pour améliorer l'accès au corridor de bus du pont Champlain, aux abords de la station de métro de Longueuil, pour faciliter l'accès des bus au terminus voisin, et sur le boulevard Taschereau, entre Longueuil et Brossard.

L'agence prévoit aussi pour 2015 des projets de voies réservées pour les boulevards de la Concorde et Notre-Dame, à Laval, et pour la route 116, sur la Rive-Sud.

# PRENEZ LES PETITES ROUTES POUR VOUS RENDRE AU CHALET.



ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS | 4 ANS | 80 000 KM<sup>†</sup>



BMW 320i xDrive 2014 illustrée.

BMW 320i xDrive 2014

**1,9%<sup>\*\*</sup>**

Taux à la location jusqu'à 48 mois

**469 \$<sup>\*\*</sup>**

Mensualités à la location  
Montant dû à la livraison de 2 722 \$ et dépôt de sécurité de 529 \$

**42 243 \$<sup>\*</sup>**

Prix de vente au comptant

JUSQU'AU 30 JUIN

BMW Canbec - Montréal  
4090, rue Jean-Talon Ouest  
514.731.7871

BMW Laval  
2450, boul. Chomedey  
450.682.1212  
514.990.2269

Park Avenue BMW - Brossard  
8400, boul. Taschereau Ouest  
450.445.4555  
514.875.4415

BMW Sainte-Julie  
1633, boul. Armand-Frappier  
450.922.1633  
514.875.4400

Hamel BMW - Blainville  
620, boul. de la Seigneurie Ouest  
450.437.5050

BMW West Island  
2000, aut. Transcanadienne Sud  
514.683.2000

Modèle européen illustré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. \*Offre à l'achat : le prix de vente au comptant est de 42 243 \$, ce qui inclut le PDSF (39 990 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (2 095 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. \*\*Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 320i xDrive 2014 en stock. Offre à la location : 39 990 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 1,9 %, avec un acompte de 0 \$, pour des mensualités de 469 \$. Un montant de 3 252 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 19 195 \$. L'obligation locative totale est de 24 768,01 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 juin 2014. †Les véhicules BMW 2014 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2014 BMW Canada inc. « BMW », le logo BMW, les désignations des modèles BMW et tous les autres symboles, marques et images afférents à BMW sont la propriété exclusive et/ou sont des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

## ACTUALITÉS

UN HOMME ET SON BÉBÉ FAUCHÉS PAR UN TRAIN

## Le geste d'un père désespéré ?

TEXTE  
HUGO  
MEUNIERPHOTO  
PATRICK  
SANFAÇON

## LES PATROUILLEURS

Tout porte à croire qu'un geste volontaire expliquerait la mort tragique d'un homme et de son bébé, hier matin, lors d'une violente collision entre un train et une voiture survenue à un passage à niveau de Saint-Liboire, en Montérégie.

Les victimes, Thierry Patenaude-Turcotte, 42 ans, et son fils Nicolas, 1 an, étaient dans un véhicule utilitaire sport de marque Honda. La Sûreté du Québec tente de démêler l'affaire et n'écarte aucune piste, notamment celle du drame familial. L'enquête a d'ailleurs été transférée à la Division des crimes contre la personne.

Selon nos sources, le père aurait dépassé plusieurs véhicules qui étaient immobilisés au passage à niveau avant le passage du train, avant de s'arrêter directement sur la voie ferrée. Toujours selon nos informations, l'homme serait même sorti de son véhicule pour se placer entre sa voiture et le train, tout juste avant l'impact.

Denis Chabot, maire de Saint-Liboire, est arrivé sur les lieux dans les minutes qui ont suivi l'impact à titre de premier répondant. Il a d'ailleurs eu l'occasion de s'entretenir avec le conducteur du train, encore ébranlé. «Le chauffeur du train de Via Rail a vu la voiture se placer en avant de lui», a-t-il dit.

## La SQ se montre prudente

Au moment d'écrire ces lignes, la Sûreté du Québec (SQ) préférerait se montrer prudente



La voiture a été littéralement sectionnée en deux par le train, puis traînée sur plusieurs mètres sur la voie ferrée.

quant aux circonstances de la collision. «C'est trop tôt pour avancer des hypothèses. Notre équipe de reconstitution est sur le terrain et plusieurs rencontres sont prévues avec des témoins», a expliqué la porte-parole de la SQ, Joyce Kemp.

Le drame s'est produit un peu après 7h sur le rang Charlotte. Via Rail assure que les barrières de sécurité et les feux clignotants installés au passage à niveau étaient fonctionnels au moment de l'accident. «Nous avons pu le vérifier à l'aide de nos caméras de surveillance», a expliqué Jacques C. Gagnon, porte-parole chez Via Rail.

Il n'était pas en mesure d'estimer la vitesse du train lors de l'impact. «Il peut aller jusqu'à 160 km/h et on peut presumer qu'il allait à fière allure à cet endroit», a expliqué M. Gagnon. Il a ajouté qu'il faut compter plus d'un kilomètre pour immobiliser un

tel «mastodonte» après avoir actionné le frein d'urgence.

Une centaine de passagers étaient à bord du train, qui assurait la liaison entre Montréal et Québec.

Joint au téléphone, un des passagers a décrit les événements. «Il n'y a eu aucune grosse secousse au moment de l'impact. On a entendu un bruit et on avait ensuite l'impression qu'on roulait dans la poussière ou la boue, comme si on traînait quelque chose», a raconté Laurent Carlier, qui se rendait à Québec pour donner une conférence avec quelques collègues.

Le passager affirme n'avoir entendu aucun coup de klaxon avant la collision. «J'ai compris ce qui se passait en voyant un pneu puis des débris de l'automobile voler dans les airs», a ajouté M. Carlier.

La voiture a été littéralement sectionnée en deux, puis traînée sur plusieurs mètres sur la voie ferrée.

«Quand on est arrivé sur place et qu'on a vu le véhicule, on s'attendait à voir des victimes décédées», a indiqué le maire Chabot. L'homme a été retrouvé dans le fossé, et son décès a été constaté sur place.

«Le bébé était dans son siège d'auto et on n'avait pas de pouls», a ajouté le maire. L'enfant a été transporté d'urgence à l'hôpital, où son décès a été constaté.

## Attendu en cour le 12 juin

Thierry Patenaude-Turcotte était propriétaire d'une école d'arts martiaux située à Saint-Hyacinthe. Lui et son ex-conjointe devaient repasser au tribunal le 12 juin au sujet de la garde d'enfants.

Les passagers du train ont pour leur part repris la route à destination de Drummondville après quatre heures d'attente, durant lesquelles ils ont notamment rencontré les policiers. Un autocar les attendait ensuite à

PHOTO TIRÉE DE FACEBOOK  
Thierry Patenaude-Turcotte et son fils Nicolas

la gare, pour poursuivre leur voyage jusqu'à Québec.

Les morts sur le réseau ferroviaire sont plus fréquentes que l'on croit, indique le porte-parole de Via Rail. «Il y a environ 300 décès par année au pays sur les rails impliquant des automobilistes ou des piétons. Ça se produit malheureusement trop souvent», constate Jacques C. Gagnon. Comme dans le métro de Montréal, bon nombre de ces morts sont des suicides et ne font pas les manchettes, ce qui renforce l'idée que ces drames sont très rares.

À quelques kilomètres des lieux de l'accident, au village de Saint-Liboire, l'accident était sur toutes les lèvres, hier. Des citoyens ont expliqué que des automobilistes téméraires tentaient parfois de contourner les barrières de sécurité abaissées à cet endroit, pour gagner du temps.

Cette situation préoccupe Via Rail, qui indique qu'il est aussi risqué de traverser une voie ferrée qu'une autoroute. «Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai vu un jeune homme déambuler en équilibre sur un rail avec des écouteurs sur les oreilles...»

— Avec Annabelle Blais



Adrénaline au maximum: À partir de 99\$  
pour une séance de Flyboard avec  
Flyboard Québec, partout au Québec!

Économisez  
**57%**  
prix 99\$ valeur 229\$

Achetez cette offre  
sur [tuango.ca](http://tuango.ca)

Mort d'un poupon  
Un obstétricien  
radié quatre mois

L'obstétricien Jean-Luc Mathieu est radié quatre mois pour avoir été négligent dans sa façon de traiter une patiente enceinte dont le fœtus se portait mal. Le poupon avait succombé à la suite des événements. Le D<sup>r</sup> Mathieu était de garde à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, où il était chef du service d'obstétrique, en avril 2010. Une patiente enceinte de 33 semaines admise trois jours plus tôt parce qu'elle avait perdu les eaux et devait être au repos, a vu le cœur de son bébé battre beaucoup plus vite que la normale. Les infirmières présentes ont averti à trois reprises le D<sup>r</sup> Mathieu de la situation. Mais celui-ci n'a pas jugé bon d'intervenir. Il a même décidé «de façon inappropriée de retirer le monitoring fœtal», est-il écrit dans la décision du Conseil de discipline du Collège des médecins. Le lendemain matin, la patiente a dû subir une césarienne d'urgence et le poupon est mort. Le D<sup>r</sup> Mathieu a plaidé coupable aux accusations. — Ariane Lacoursière

Accident mortel  
Jugée pour conduite  
dangereuse

Le procès d'Emma Czornobaj, qui aurait arrêté sa voiture sur l'autoroute 30 pour laisser passer des canards, il y a quatre ans, débutera bientôt, sous des accusations de négligence criminelle et de conduite dangereuse causant la mort de deux personnes. Un motocycliste de 50 ans, André Roy, n'avait pu éviter la collision avec la voiture de M<sup>me</sup> Czornobaj. L'homme et sa fille de 16 ans, Jessie, qui était sur la moto avec lui, ont péri. L'accident est survenu vers 19h20, le dimanche 27 juin 2010, sur l'autoroute 30, près de Candiac. Le procès de M<sup>me</sup> Czornobaj se tiendra en anglais au palais de justice de Montréal et sera présidé par la juge Éliane Perreault. Le jury est composé de dix hommes et deux femmes. L'exercice devrait durer de deux à trois semaines. L'accusée, âgée de 25 ans, est défendue par M<sup>e</sup> Marc Labelle. La Couronne, représentée par M<sup>e</sup> Annie-Claude Chassé, compte présenter huit témoins. — Christiane Desjardins

**BOUTIQUE**

# COURIR

MONTRÉAL 4452, rue Saint-Denis  
LONGUEUIL 1085, chemin Chambly

**votre partenaire  
de course depuis  
plus de 30 ans!**

M880

W880

**Plusieurs modèles  
en différentes  
largeurs**

Avec achat de 100 \$ et plus, recevez gratuitement un plan d'entraînement personnalisé de 8 semaines

En partenariat avec [www.cyclide.org](http://www.cyclide.org)

**NOS DEUX BONNES ADRESSES**

MONTRÉAL : 4452, rue Saint-Denis • LONGUEUIL : 1085, chemin Chambly

[boutiquecourir.com](http://boutiquecourir.com) • [facebook.com/boutiquecourir](https://facebook.com/boutiquecourir)

# Réseau de cybercriminels démantelé

## Des serveurs situés à Montréal hébergeaient les données d'un groupe lié à la mafia russe

VINCENT LAROUCHE

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a annoncé hier qu'elle a débranché à Montréal deux serveurs informatiques qui hébergeaient les données d'un groupe de cybercriminels liés à la mafia russe, responsables de fraudes massives et d'extorsion envers des internautes de 226 pays.

Les enquêteurs ont saisi les serveurs vendredi dernier chez des hébergeurs commerciaux de la métropole qui ont « très bien collaboré » à l'opération, selon le gendarme Philippe Gravel, porte-parole du corps policier.

La frappe faisait partie d'une opération mondiale coordonnée par le FBI américain contre un groupe criminel russe qui attaquait des ordinateurs partout dans le monde avec deux logiciels malveillants : GameOver Zeus (GOZ) et Cryptolocker. Chacun avait son propre serveur à Montréal. D'autres serveurs utilisés dans le contrôle des logiciels malveillants ont été débranchés dans une dizaine de pays.

« Ces stratagèmes étaient hautement sophistiqués et immensément lucratifs, et les cybercriminels les avaient rendus difficiles à atteindre ou à perturber », a déclaré dans un communiqué le procureur général adjoint des États-Unis Leslie R. Caldwell.

### Virements et prises d'otages

GOZ est un logiciel malveillant qui avait créé un réseau regroupant entre 500 000 et 1 million d'ordinateurs infectés, contrôlés à distance par les criminels. Ceux-ci pouvaient avoir accès à toutes les données enregistrées dans ceux-ci et à tous les sites web qu'ils visitaient. Il s'agit de « l'un des virus informatiques les plus sophistiqués en opération aujourd'hui », selon une déclaration d'un enquêteur du FBI déposée à la cour.

Les criminels utilisaient GOZ pour accéder aux informations bancaires de leurs victimes et provoquer des transferts de fonds frauduleux atteignant souvent 1 million de dollars. La plus importante transaction frauduleuse détectée atteignait 6,9 millions. Les pirates informatiques ont notamment ciblé des hôpitaux américains et détourné leur système de paye par dépôt direct.

L'autre logiciel malveillant, Cryptolocker, permettait carrément au groupe de prendre en otage des ordinateurs d'internautes. Il cryptait toutes les données d'un ordinateur, puis envoyait un message à l'internaute qui exigeait le versement d'une « rançon », qui pouvait aller de 300 à 750 \$. L'internaute avait 72 heures pour payer, sans quoi toutes ses données étaient détruites.

« Les victimes qui refusent de payer la rançon risquent une perte de données significative puisque l'algorithme de cryptage utilisé est effectivement impénétrable », souligne l'enquêteur du FBI dans sa déclaration à la cour.

Plus de 230 000 ordinateurs auraient ainsi été pris en otage. Le FBI se base sur les travaux de la journaliste spécialisée Violet Blue pour chiffrer à environ 27 millions le total des rançons versées. Même un service de police municipal du Massachusetts a dû payer 750 \$ parce que

toutes ses données d'enquêtes avaient été prises en otage.

Au Canada, Cryptolocker aurait fait environ 5000 victimes, selon la GRC.

### Le chef toujours au large

Selon le FBI, le réseau criminel derrière les deux logiciels malveillants était dirigé par Evgeniy Mikhailovich

Bogachev, 30 ans, un résident de la petite ville d'Anapa, en Russie. La GRC croit que le groupe est lié au crime organisé russe.

Bogachev n'a pas été arrêté pour l'instant. Il a été ajouté à la liste des 10 cybercriminels les plus recherchés par les États-Unis.

CHEVROLET



**PRIX DES EMPLOYÉS**  
**PAYEZ LE MÊME PRIX QUE NOUS**  
**POUR LES MODÈLES 2014**  
*À l'exception de la Corvette<sup>1</sup>*



Quand nous avons découvert qu'on pouvait rendre le Chevrolet Equinox LT encore plus sécuritaire, mon équipe et moi avons voulu améliorer l'absorption et la répartition de l'énergie en cas d'impact frontal. Nous y sommes parvenus en prolongeant le berceau transversal. Je suis très fier de notre réussite, car je sais que l'Equinox sert souvent de véhicule familial, et je suis moi-même père de famille.

## TRAX LS

LOUEZ À

**99\$<sup>2</sup>** /2 SEM. À **0,9%** PENDANT **48** MOIS

VERSEMENT INITIAL DE 2 050 \$

**PRIX À L'ACHAT DE 19 436 \$**

- RENDEMENT ÉCONERGÉTIQUE DE 5,7 L/100 KM (ROUTE) – MEILLEUR QUE LE TUCSON<sup>3</sup>
- MOTEUR TURBO ECOTEC<sup>MD</sup> DE 1,4 L DE SÉRIE
- BOÎTE MANUELLE 6 VITESSES
- FREINS ABS, SYSTÈME STABILITRAK<sup>MD</sup> ET ANTIPATINAGE
- ROUES EN ACIER DE 16 PO
- 6 SACS GONFLABLES AVEC SYSTÈME DE DÉTECTION DES PASSAGERS
- COMMANDES DE BLUETOOTH<sup>MD</sup> ET DU SYSTÈME SONORE AU VOLANT
- GLACES, VERROUILLAGE DES PORTIÈRES ET RÉTROVISEURS À RÉGLAGE ÉLECTRIQUE; TÉLÉDÉVERROUILLAGE



MODÈLE LTZ ILLUSTRÉ. COMPREND LE TRANSPORT

INFORMEZ-VOUS SUR LE GROUPE ÉDITION SPÉCIALE  
 AVEC SIÈGES EN CUIR SANS FRAIS<sup>5</sup>



MODÈLE LTZ ILLUSTRÉ. COMPREND TRANSPORT ET TAXE DE CLIMATISATION.

## EQUINOX LS

LOUEZ À

**139\$<sup>2</sup>** /2 SEM. À **2,9%** PENDANT **48** MOIS

VERSEMENT INITIAL DE 2 100 \$

**PRIX À L'ACHAT DE 25 801 \$**

- BOÎTE AUTOMATIQUE 6 VITESSES
- CLIMATISATION
- BLUETOOTH<sup>MD</sup> AVEC PRISE USB
- GLACES ET VERROUILLAGE DES PORTIÈRES À RÉGLAGE ÉLECTRIQUE
- TÉLÉDÉVERROUILLAGE
- RADIO SIRIUSXM<sup>MC</sup>
- RENDEMENT ÉCONERGÉTIQUE DE 6,1 L/100 KM (ROUTE) – MEILLEUR QUE LES CR-V, RAV4 ET ESCAPE<sup>3</sup>
- MEILLEUR DÉGAGEMENT AUX JAMBES DE SA CATÉGORIE AVEC BANQUETTE ARRIÈRE MULTI-FLEX<sup>4</sup>

## Meurtre à coups de batte Seize ans et demi pour Pascal Hotte

Pour avoir tué un homme à coups de batte de baseball, le 19 novembre 2012, Pascal Hotte a écopé de 16 ans et demi de prison, hier à Saint-Jérôme. Le colosse de 1,93 m a coupé court au processus judiciaire en plaçant coupable à une accusation réduite d'homicide involontaire. M. Hotte faisait face au départ à une accusation de meurtre non prémédité sur la personne de Marc Joly; il l'a frappé une dizaine de fois à la tête avec une batte lors d'une transaction de drogue qui a mal tourné.

— Christiane Desjardins



**PROTECTION  
 CHEVROLET**

**AVEC TOUS LES MODÈLES 2014<sup>6</sup>**

Y COMPRIS :

- VIDANGES D'HUILE GRATUITES
  - GARANTIE LIMITÉE DU MANUFACTURIER
  - GARANTIE LIMITÉE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
  - ASSISTANCE ROUTIÈRE
  - SERVICE ONSTAR DE SÉRIE
- 2 ANS/40 000 KM  
 3 ANS/60 000 KM  
 5 ANS/160 000 KM  
 5 ANS/160 000 KM  
 6 MOIS

POUR GARANTIR NOTRE QUALITÉ, NOUS LA COUVRONS AVEC UNE GARANTIE LIMITÉE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR DE **160 000 KM/5 ANS<sup>7</sup>** SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.  
<sup>7</sup> Demandez au concessionnaire les détails de la garantie limitée.



CONTACTERCHEVROLET.CA

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2014 neufs suivants : Trax (1JU76/ISA) et Equinox (1LF26/LS). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 600 \$) et taxe de climatisation (100 \$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM et taxes en sus. 1. Cette offre s'adresse aux particuliers du Canada, du 3 juin au 30 juin 2014. L'offre est valide dans les établissements concessionnaires participants du Canada et s'applique aux modèles neufs Chevrolet 2014 ainsi qu'aux Chevrolet Silverado, Tahoe et Suburban 2015, mais exclut la Chevrolet Corvette. Le prix des employés ne comprend pas les frais, d'immatriculation, d'assurance, et d'administration du concessionnaire, ainsi que les frais liés à l'inscription au RDPRM, les droits et les taxes. 2. Location selon un prix à l'achat de 19 436 \$ pour Trax et 25 801 \$ (comprend 1 000 \$ de rabais combiné) pour Equinox. Paiements aux deux semaines pendant 48 mois à un taux de 0,9 % avec versement initial de 2 050 \$ pour Trax et à un taux de 2,9 % avec versement initial de 2 100 \$ pour Equinox. Sur approbation de crédit de la Financière GM. Limite annuelle de 20 000 km; 0,16 \$ par kilomètre excédentaire. Certaines conditions s'appliquent. 3. Cotes de consommation du Trax LS TA 2014 avec moteur ECOTEC de 1,4 L et boîte manuelle 6 vitesses, et de l'Equinox LS 2014 avec moteur de 2,4 L et boîte automatique 6 vitesses d'après les essais effectués par GM conformément aux méthodes approuvées par Transports Canada. Selon les renseignements les plus récents sur la concurrence disponibles au moment de la publication. Votre consommation réelle de carburant peut varier. 4. Selon les données 2013 de Polk pour la catégorie des VUS compacts, les renseignements les plus récents disponibles sur la concurrence et le dégageant maximal aux jambes. Autres marques GM exclues. 5. Les acheteurs d'un Chevrolet Equinox 2LT 2014 édition spéciale sont admissibles à obtenir sans frais le groupe sièges en cuir perforé (AFL/AFN/AFM), ce qui équivaut à un rabais de 800 \$ sur le PDSF. Une commande à l'usine ou un échange entre concessionnaires peut être requis. L'offre s'applique aux véhicules achetés ou livrés entre le 3 et le 30 juin 2014. 6. Selon la première éventualité. Limite de quatre (4) services de vidange d'huile, de lubrification et de changement de filtre ACDelco au total. Le plein de fluides, les inspections, la rotation des pneus, le réglage de la géométrie et l'équilibrage de roue, entre autres, ne sont pas couverts par la garantie. D'autres conditions et restrictions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAQ Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

## ACTUALITÉS

Coût des hôpitaux universitaires montréalais

# Un prix réel de 7 milliards

EXCLUSIF

ARIANE LACOURSIERE

Le coût réel des quatre grands projets d'hôpitaux universitaires à Montréal se chiffre aujourd'hui à 7 milliards, a appris *La Presse*, soit bien plus que les 5,2 milliards initialement annoncés par Philippe Couillard lorsqu'il était ministre de la Santé, en 2009.

« Il y a eu des petits ajouts aux projets au fil du temps. Comme des agrandissements », explique Martin Viau, directeur des communications au bureau de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal, qui confirme la validité des chiffres de *La Presse*.

Les données obtenues représentent les coûts réels du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), de son centre de recherche (CRCHUM), du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) et du Centre hospitalier universitaire (CHU) Sainte-Justine.

Les chiffres sont bien plus élevés que ce qui circule normalement dans les médias. Par exemple, le CHUM parle toujours d'un projet de 1,973 milliard. Mais la facture totale s'élève

plutôt à 3,090 milliards. « Il existe deux séries de coûts: la valeur actuelle nette et les coûts d'immobilisation », explique la porte-parole du CHUM, Lucie Dufresne.

## Deux façons de calculer

M<sup>me</sup> Dufresne précise que la somme de 1,973 milliard représente le « coût du contrat de partenariat public-privé (PPP) du CHUM, qui inclut la conception, la construction, le financement et l'entretien » du nouvel hôpital. Les coûts d'immobilisation sont exclus de ce calcul.

Les coûts d'immobilisation comprennent les coûts de construction, l'achat du terrain, la décontamination, l'expropriation, les frais de gestion et l'achat d'équipements comme les appareils médicaux.

Dans le cas du CRCHUM, la différence entre les deux prix est de 85,4 millions. Dans le cas du CUSM, la différence est de 1,06 milliard et dans le cas du CHUM, de 1,1 milliard.

Le directeur des affaires publiques du CUSM, Richard Fahey, précise qu'il ne faut pas comparer la valeur actuelle nette des projets à leur budget d'immobilisation. « Ce serait comme comparer des degrés Celsius à des Fahrenheit », dit-il.

M. Viau reconnaît toutefois que pour « le citoyen moyen », le coût réel des projets de CHU est plutôt celui des immobilisations. Pour les quatre grands hôpitaux universitaires montréalais, la facture totale est donc de 7 milliards, et non pas de 4,7 milliards si l'on compte seulement la valeur actuelle nette.

« Dès le début, il aurait été plus clair d'utiliser le budget d'immobilisation », dit M. Viau, qui tient toutefois à préciser que « depuis la signature des contrats, il n'y a eu aucun changement aux budgets autorisés ».

Pierre J. Hamel, professeur à l'INRS et spécialiste des PPP, estime que la différence entre la valeur actuelle nette des projets et leur budget d'immobilisation est très grande.

« C'est difficile de croire que la différence entre les deux coûts soit si élevée. On parle de plusieurs centaines de millions de dollars que doivent payer les contribuables. Ce n'est pas rien! »

Dans un rapport spécial sur les CHU publié en 2010-2011, le vérificateur général du Québec notait que « les coûts d'immobilisation dépassent maintenant d'au moins 108,4 millions les 5,2 milliards annoncés en mars 2009, sans compter les révisions à venir ». Aujourd'hui, le compteur est rendu à 7 milliards.



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

En incluant les coûts d'immobilisation, la facture pour le projet du nouveau CHUM s'élève à 3,090 milliards.

## LES COÛTS

Les projets hospitaliers	Valeur actuelle nette	Coût réel incluant les immobilisations
CHUM	1,973 milliard	3,090 milliards
CRCHUM	470 millions	555,4 millions
CUSM	1,34 milliard	2,463 milliards
CHU Sainte-Justine	939 millions	939 millions
<b>Total:</b>	<b>4,7 milliards</b>	<b>7,0 milliards</b>

## Négociations avec les médecins Québec a offert d'étaler la hausse sur 10 ans

Le ministre de la Santé, Gaëtan Barrette, a déposé une nouvelle offre aux 17 000 médecins du Québec samedi soir, qui propose d'étaler leur hausse de salaire sur 10 ans. La somme des économies

ainsi générées n'a toutefois pas été présentée. Dans sa première offre, le gouvernement avait proposé aux médecins de famille et aux spécialistes d'étaler la hausse jusqu'en 2029, soit sur

15 ans. La proposition avait été rejetée d'un revers de main tant par la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) que par la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

(FMOQ). Déjà, la FMSQ a rejeté la nouvelle offre du gouvernement et déposé deux nouvelles contre-propositions dimanche. La FMOQ doit quant à elle déposer une offre aujourd'hui ou demain

matin, soit tout juste avant le dépôt du budget. Les chances de voir Québec s'entendre avec les médecins avant l'annonce du budget sont de plus en plus minces. — Ariane Lacoursière



# 2000 milles de récompense AIR MILES<sup>mdt</sup> en prime\*.

## C'est assez pour deux billets!



En fait, c'est assez pour deux vols de courte distance<sup>1</sup>. Obtenez 1000 milles de récompense en prime après le premier achat réglé avec la carte et 1000 milles de plus quand vous réglez des achats de 1000 \$ au cours des trois premiers mois<sup>2</sup>.

Faites votre demande d'ici le 31 août. Détails en succursale ou à [bmo.com/obtenir2000](http://bmo.com/obtenir2000)

La carte MasterCard<sup>MD</sup> BMO AIR MILES World  
N'attendez plus. Obtenez plus.

BMO  Banque de Montréal

\* Pour connaître les modalités complètes, visitez [bmo.com/obtenir2000](http://bmo.com/obtenir2000) <sup>1</sup> Un vol de courte distance est un vol aller-retour dont le lieu d'origine et la destination sont situés à l'intérieur de la même province et dont le départ s'effectue en basse saison, soit du 8 janvier au 28 février, du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai ou du 16 septembre au 15 décembre (à l'exclusion des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut). Toutes les récompenses sont offertes sous réserve des modalités du Programme de récompense AIR MILES; elles peuvent varier et être retirées sans préavis. Des restrictions s'appliquent et les quantités peuvent être limitées. Pour obtenir des billets d'avion en échange de milles de récompense, vous devez accumuler suffisamment de milles de récompense AIR MILES dans votre solde Réves. Les adhérents doivent payer les taxes, les suppléments de carburant et les autres frais applicables aux voyages par avion obtenus en échange de milles de récompense AIR MILES. Pour connaître tous les détails, visitez [airmiles.ca](http://airmiles.ca) <sup>2</sup> L'offre de prime de 1 000 milles de récompense AIR MILES n'est valable que pour les nouveaux comptes de carte MasterCard BMO AIR MILES World; la prime sera portée à votre compte d'adhérent suivant votre premier achat réglé avec la carte. Une prime additionnelle de 1 000 milles de récompense sera accordée si vous réglez des achats nets de 1 000 \$ au cours des trois (3) premiers mois suivant la date d'ouverture de votre compte (moins les remboursements et à l'exclusion des avances de fonds, des transactions en quasi-espèces et des transferts de solde). Votre demande doit être reçue entre le 1<sup>er</sup> mai 2014 et le 31 août 2014. Limite d'une offre de prime par compte d'adhérent. Cette offre est d'une durée limitée et peut être modifiée, prolongée ou retirée en tout temps, sans préavis. <sup>MD</sup> Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal. <sup>MD</sup> Marque déposée de MasterCard International Incorporated. <sup>MDT</sup> Marques de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., utilisées en vertu d'une licence par LoyaltyOne, Co. et par la Banque de Montréal.

BUDGET DU QUÉBEC

# Les épouvantails sont sortis

DENIS LESSARD  
ANALYSE

QUÉBEC — Quand la firme d'évaluation de crédit Fitch a mis la cote du Québec en « observation » l'an dernier, une escouade d'employés politiques et de fonctionnaires a accompagné le ministre Nicolas Marceau pour rassurer New York.

Avant de ressasser les courbes sur la réduction de la dette, la prévision de déficit ou l'énorme facture de la rémunération des médecins, un jeune expert américain paraissait intrigué par ces extraterrestres arrivés de ce Cuba du Nord.

« Vous payez 7\$ par jour, par enfant, pour la garderie? Moi, cela me coûte 75\$ par jour! »

Un généreux programme

On ne peut nier sérieusement les immenses avantages d'un réseau de garderie de qualité. Toujours « fou de ses enfants »,

Camil Bouchard, universitaire réputé, spécialiste de ces questions, relève que ces années préscolaires sont déterminantes pour l'intelligence relationnelle et l'intelligence tout court du futur adulte. Philippe Couillard, quant à lui, relève que le programme a été bénéfique parce qu'il a permis aux mères d'accéder au marché du travail.

Mais 18 ans après le lancement du programme par Pauline Marois, en marge du sommet sur l'économie de Lucien Bouchard, les Québécois considèrent comme acquis un programme dont la générosité étonne nos voisins américains et ontariens.

Le budget péquiste de février rappelait les chiffres importants. Le programme coûte 2,7 milliards en 2013-2014, dont 2,3 milliards viennent des impôts des contribuables. La part de la contribution des parents a diminué constamment, de 20% en 1996 à 13%

actuellement. Les 220 000 places ne suffisent pas; il faudrait en ajouter 30 000 pour respecter la promesse de M<sup>me</sup> Marois, « un enfant, une place ». En attendant, c'est plutôt « une éducatrice, une membre » – la syndicalisation des éducatrices a accéléré la croissance des coûts. En effet, une place en CPE coûte 52\$ par jour en subvention au gouvernement. En milieu familial, la contribution publique glisse à 26\$.

Mais soulever des questions sur des programmes, même aussi imposants dans l'ensemble des finances publiques, est bien vite taxé d'hérésie. À l'Assemblée nationale, hier, l'opposition a ressorti les épouvantails et accusé Québec de vouloir pratiquer des coupes sombres dans ce programme social devenu intouchable. Philippe Couillard avait repoussé la hausse de 2\$ envisagée par le Parti québécois. Mais l'indexation qu'il a promise ne durera qu'un an

– le programme des garderies se retrouvera sous la loupe de la commission d'évaluation de programmes l'an prochain. « Il n'y aura pas de vaches sacrées », promet-on. Selon le président du Conseil du trésor, en revanche, il serait bien étrange qu'on ne puisse même s'interroger sur un tel programme aux budgets « très, très, très importants ».

« Un exercice tronqué »

En effet, ce budget préparé en six semaines a laissé un arrière-goût d'inachevé du côté de Philippe Couillard. « Un exercice tronqué », résume-t-on. Le premier véritable budget Leitaou sera celui de l'an prochain. En attendant, on contrôle les dépenses et on avancera quelques mesures pour « répartir le moteur » de la croissance économique.

Le ministre Leitaou est de l'école des prudents, ceux qui promettent peu pour livrer davantage. Sa prévision de

croissance sera de 1,8% environ, en deçà des prévisionnistes privés. Le déficit dépassera les 2,3 milliards, même en faisant disparaître des projets comme la « Caisse d'autonomie », dont les fonds n'avaient pas été prévus par le gouvernement Marois.

Hier, à l'Assemblée nationale, du côté de l'opposition, on voulait amener les chaumières. Le député péquiste Mathieu Traversy laissait entendre que la hache allait bientôt s'abattre sur le réseau des garderies, si cher aux jeunes familles. L'économiste Coiteux n'avait pas aidé sa cause, il faut le dire, en évoquant en 2012 la multiplication des pains et des poissons du Nouveau Testament.

Un système inéquitable?

Or, au-delà de la rhétorique partisane, on constate qu'en dépit des coûts gigantesques du programme, bien des familles aux revenus modestes n'ont pas accès à ces places privilégiées. En 2007, Mario Dumont, chef de l'Action démocratique du Québec, avait fait un tabac en balayant du revers de la main un système qu'il jugeait inéquitable; en lieu et place, il accordait 100\$ par semaine aux mères qui gardaient leur enfant à la maison. Son tiers parti avait été catapulté à l'opposition officielle, avec 40 députés.



**HYUNDAI** NOUVELLES IDÉES.  
NOUVELLES POSSIBILITÉS.\*

HyundaiCanada.com





**0%**

**FINANCEMENT À L'ACHAT**  
jusqu'à 90 mois\*



**0\$**

**ACOMPTE**



**0\$**

**À LA POMPE**  
pour jusqu'à 90 jours\*



**0**

**PAIEMENT JUSQU'EN AOÛT\***



**0**

**ZÉRO STRESS**




Modèle GLS 4 portes montré\*

Modèle Limited montré\*



**ACCENT L 4 PORTES 2014**

À VOUS POUR

**68\$ AUX DEUX SEMAINES**  
0\$ COMPTANT

FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

À PARTIR DE 13 334\$

AUTOROUTE : 5,3 L/100 KM\*

**0 PAIEMENT À LA POMPE**  
pour jusqu'à 90 jours\*

**ELANTRA L 2014**

À VOUS POUR

**78\$ AUX DEUX SEMAINES**  
0\$ COMPTANT

FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

À PARTIR DE 15 284\$

AUTOROUTE : 5,3 L/100 KM\*

**0 PAIEMENT À LA POMPE**  
pour jusqu'à 90 jours\*

**GARANTIE 5 ANS\*\***

Garantie globale limitée : 5 ans/100 000 km • Garantie groupe motopropulseur : 5 ans/100 000 km • Garantie sur les émissions : 5 ans/100 000 km

\* Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. ♦ Prix des véhicules montrés : Accent GLS 4 portes 2014, transmission automatique à partir de 20 509\$/Elantra Limited 2014, transmission automatique à partir de 25 359\$. Frais de 115\$ (taxe de 15\$ sur les pneus et taxe de 100\$ sur le climatiseur sur les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et de destination de 1 595\$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76\$) et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. † Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les Accent L 4 portes 2014, manuelle à partir de 13 334\$ (incluant un ajustement de prix de 1 825\$) / Elantra L 2014, manuelle à partir de 15 284\$ (incluant un ajustement de prix de 2 325\$) à un taux annuel de 0% pour 90 mois. Paiement de 68\$/78\$ aux 2 semaines. Comptant initial requis de 0\$. Coût de prêt 0\$ pour une obligation totale de 13 334\$/15 284\$. Frais de 115\$ (taxe de 15\$ sur les pneus et taxe de 100\$ sur le climatiseur sur les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et de destination de 1 595\$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, du RDPRM (maximum 76\$) et taxes applicables en sus des offres de financement à l'achat et sont payables au moment de la livraison. Tous les détails chez votre concessionnaire Hyundai. ‡ À l'achat au comptant, à l'achat avec financement ou à la location d'une Elantra L / Accent L 4 portes neuve, vous recevrez une carte d'essence de 425\$. Selon les cotes de consommation combinée d'essence basées sur les données du fabricant (6,6 L/100 km / 6,5 L/100 km) à raison de 18 000 km/an [distance moyenne parcourue annuellement (selon les statistiques de 2014 de Transport Canada concernant les véhicules de promenade, par province)] à un coût moyen de 1,45\$/L de carburant, ce montant est équivalent à 288 L / 292 L pour 90 jours. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les données sont présentées aux fins de comparaison uniquement. \* Aucun paiement (paiements reportés) jusqu'à 74 jours sur tous les modèles Hyundai 2014 neufs. L'offre de paiements reportés s'applique seulement aux achats avec financement, sur approbation du crédit. Les versements pour les offres avec financement à l'achat sont payés en arriérés. Si le client opte pour le report des paiements pour 74 jours, la durée initiale du contrat sera prolongée de 60 jours pour les contrats à versements mensuels. Hyundai Auto Canada Corp. paiera les intérêts pour les 60 premiers jours du report de paiements des contrats à versements aux deux semaines. Après cette période, les intérêts commenceront à courir et l'acheteur paiera le principal et les intérêts pour la durée restante du contrat. Comptant minimal à l'achat : 0% du prix de vente. † Les cotes de consommation d'essence des Accent L 4 portes 2014, boîte manuelle (Autoroute 5,3 L/100 km; Ville 7,5 L/100 km) / Elantra L 2014, boîte manuelle (Autoroute 5,3 L/100 km; Ville 7,6 L/100 km) sont basées sur les données des tests du fabricant. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les données sont présentées aux fins de comparaison uniquement. ‡ † Offres valides pour une durée limitée et sous réserve de changement ou d'annulation sans préavis. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. Détails chez votre concessionnaire. † La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien.

## POLITIQUE

À 16 mois du déclenchement des élections fédérales

Entrée en scène de M<sup>me</sup> Harper

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les conservateurs n'ont pas l'intention d'attendre le déclenchement de la prochaine campagne pour mettre en œuvre certains pans de leur stratégie visant à décrocher un quatrième mandat consécutif en octobre 2015.

Perçue par certains stratèges comme un atout de taille durant la prochaine bataille, la femme du premier ministre, Laureen Harper, multiplie déjà les apparitions publiques aux côtés de Stephen Harper ou d'autres ministres, afin d'expliquer certaines politiques du gouvernement.

En février, un document explicitant la stratégie des stratèges du Parti conservateur, mis au jour par le *Toronto Star*, vantait les avantages de la mise à contribution de Laureen Harper en campagne électorale afin « d'humaniser » le premier ministre.

La semaine dernière, M<sup>me</sup> Harper a participé au

Sommet international sur la santé des mères et des nouveau-nés dans les pays en développement à Toronto, une cause à laquelle le premier ministre a consacré beaucoup d'efforts.

À l'issue de ce sommet, le gouvernement Harper a annoncé une aide de 3,5 milliards sur cinq ans pour réduire la mortalité chez les mères et les enfants dans les pays en développement.

À la fin avril, elle a accordé des entrevues à des médias anglophones afin de sensibiliser les Canadiens au fléau que constitue la cyberintimidation.

Encore hier, M<sup>me</sup> Harper a accompagné deux ministres influentes du cabinet, la ministre des Transports Lisa Raitt et la ministre de la Santé Rona Ambrose, afin de donner le coup d'envoi à une campagne de sensibilisation aux distractions au volant, dans une école secondaire d'Ottawa.

M<sup>me</sup> Harper est aussi très présente dans les capsules

vidéo hebdomadaires produites par le bureau du premier ministre, intitulées 24/7, dans lesquelles est racontée la semaine de travail de M. Harper.

## Soutenir son mari

Carl Vallée, proche collaborateur de M. Harper, a fait valoir que la femme du premier ministre est impliquée dans plusieurs causes qui lui tiennent à cœur.

« M<sup>me</sup> Harper a longtemps défendu un certain nombre de causes qui lui sont chères et qui sont chères à de nombreux Canadiens, comme la SPCA, par exemple. Depuis le tout début de la carrière politique du premier ministre, elle a cherché à soutenir son mari en appuyant des causes pour lesquelles elle se passionne », a dit M. Vallée dans un courriel envoyé à *La Presse*.

Mais les partis de l'opposition estiment que les



PHOTO MENAHEM KAHANA, AFP  
Laureen Harper

nombreuses sorties publiques de M<sup>me</sup> Harper visent manifestement à redorer le blason de M. Harper. Ils doutent qu'une majorité des électeurs soient dupes de cette stratégie.

« C'est certain que c'est une stratégie du gouvernement

de nous présenter peut-être un visage plus humain des politiques gouvernementales. Toutefois, ce sont les mêmes vieilles politiques du gouvernement Harper qui sont derrière toutes les allocutions et présentations », a affirmé le député bloquiste Jean-François Fortin.

« La seule chose que je dirais, c'est que ce fameux faux [documentaire] télé des conservateurs, 24/7, est quand même assez choquant lorsqu'on sait que c'est payé avec l'argent des contribuables et que c'est une infopub à temps plein pour le premier ministre lui-même », a affirmé le chef du NPD, Thomas Mulcair.

Le député libéral Stéphane Dion estime quant à lui qu'« on n'a pas besoin d'avoir un doctorat en communication pour comprendre que le premier ministre a un urgent besoin d'adoucir son image ».

## Premier budget du gouvernement Couillard Le milieu de l'éducation inquiet

Le milieu de l'éducation – commissions scolaires, syndicats, représentants de parents – attend avec grande inquiétude le premier budget du gouvernement Couillard, demain. Déjà déficitaire comme la moitié des commissions scolaires du Québec, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) dit même avoir atteint « un point de non-retour ». « Les compressions anticipées vont mettre à mal notre école publique », a déclaré hier Catherine Harel-Bourdon, présidente de la CSDM, lors d'une conférence de presse réunissant une quinzaine d'acteurs de l'éducation. Impossible de faire davantage de coupes sans réduire les services directs aux élèves, a-t-elle prévenu. Pour l'année 2014-2015, la présidente de la CSDM s'attendait à un déficit de 16 millions, mais elle redoute que le budget de Carlos Leita de cette semaine ne vienne empirer davantage la situation. Les cinq syndicats représentant le personnel enseignant et non enseignant de la Commission scolaire de Montréal ont joint leur voix au concert d'inquiétudes. L'heure ne devrait pas être aux compressions budgétaires, mais au réinvestissement, plaident-ils, évoquant le nombre important d'élèves présentant des difficultés de toutes sortes et la vétusté des écoles qui a forcé la fermeture de huit d'entre elles à la CSDM.

— Louise Leduc

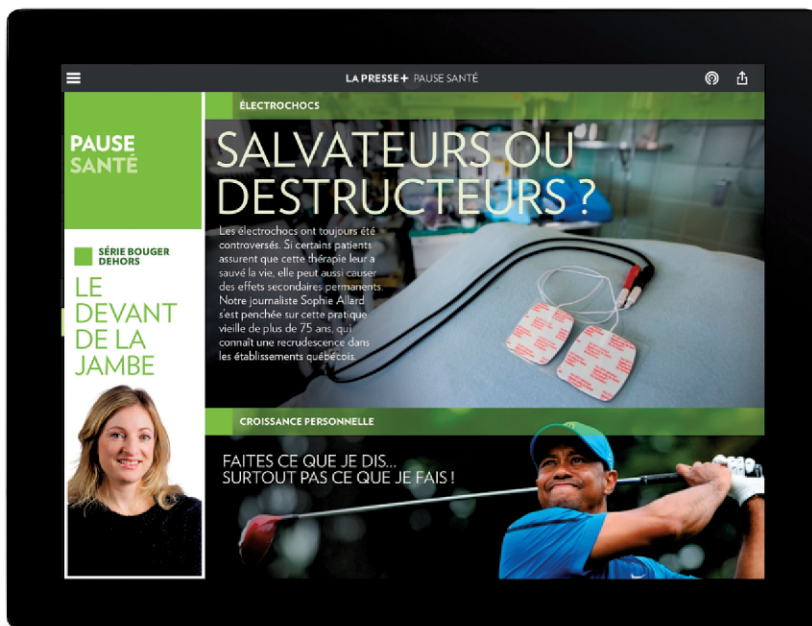
## Écoles juives Bolduc se donne quelques mois

Le ministre de l'Éducation, Yves Bolduc, se donne jusqu'à l'an prochain pour amener les cinq écoles juives hassidiques non conformes à respecter la loi. Selon le porte-parole de la Coalition d'organisations hassidiques d'Outremont, Alex Werzberger, dont les propos ont été publiés dans *Le Devoir* hier, ces écoles sont prêtes à négocier mais refusent de donner des cours de science et de biologie. M. Bolduc a réfuté cette information. « Hier [dimanche], tous se sont entendus qu'on respecterait les programmes », a affirmé le ministre. « Ils veulent donner les cours, ils veulent répondre aux critères, il n'y a pas de problème de ce côté-là. » Pour les amener à respecter toutes les normes, « on se donne un échéancier de quelques mois à plusieurs mois, parce qu'il faut mettre en place les mesures nécessaires », a-t-il ajouté. Le Parti québécois presse le gouvernement de déposer une loi « pour s'assurer que tous les enfants aient un enseignement conforme selon le programme du ministère de l'Éducation ». La caquiste Nathalie Roy a pour sa part accusé le ministre d'être « bonasse ».

— Tommy Chouinard

# MIEUX VIVRE, MIEUX-ÊTRE, MIEUX MANGER ET TELLEMENT +

## AUJOURD'HUI DANS LA SECTION PAUSE SANTÉ



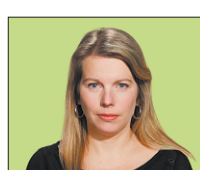
TOUS LES MARDIS, LA SECTION PAUSE SANTÉ UNIQUE À LA PRESSE+ OFFRE DES DOSSIERS ÉTOFFÉS POUR VOUS AIDER À PRENDRE SOIN DE VOUS. SUIVEZ NOS DIFFÉRENTES SPÉCIALISTES.



LYNE ST-ROCH  
PROFESSEURE DE YOGA



CHANTAL GUIMONT  
URGENTOLOGUE



SOPHIE ALLARD  
REPORTER

Des idées pour bouger, des témoignages inspirants et des astuces mieux-vivre. + de mise en forme, + de détente, + d'énergie, + d'équilibre au quotidien.

MON MIEUX-ÊTRE AU QUOTIDIEN



# Nouvelle voie pour traiter le cancer

MATHIEU PERREAULT

L'immunothérapie vole la vedette à une importante conférence sur le cancer à Chicago. Plus particulièrement, plusieurs entreprises testent des médicaments qui protègent le système immunitaire contre une tactique fréquente des tumeurs, qui rendent ce système impuissant.

« Ça fait 20 ans qu'on attend d'avoir d'aussi bons résultats avec le mélanome », a expliqué Joël Claveau, dermatologue de l'Hôtel-Dieu de Québec, vers qui Bristol Myers Squibbs (BMS), l'une des sociétés qui mettent au point les nouveaux médicaments, a dirigé *La Presse*. Simon Turcotte, chercheur du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) qui travaille en immunothérapie oncologique – mais pas sur les « immunomodulateurs » qui ont fait fureur au congrès de la Société américaine d'oncologie clinique (ASCO) de Chicago – ajoute qu'« on parle de guérison, c'est un grand progrès avec le mélanome ».

Les immunomodulateurs aident les soldats du système immunitaire, les lymphocytes T, à résister aux attaques des tumeurs. Ces dernières ciblent des portions des lymphocytes T et les rendent inactifs. Les immunomodulateurs empêchent les tumeurs de cibler ces sections des lymphocytes T.

« On parle de guérison, c'est un grand progrès avec le mélanome. » — Simon Turcotte, chercheur au CHUM

Un premier immunomodulateur, le Yervoy de BMS, a été approuvé en 2011. Mais selon le D<sup>r</sup> Claveau, le Yervoy cause parfois des maladies auto-immunes, un problème que ne semble pas avoir une autre classe d'immunomodulateurs sur le point d'arriver sur le marché.

L'an dernier, la revue *Science* a donné son prix annuel à l'immunothérapie oncologique, qui deviendra sous peu une quatrième approche conventionnelle contre le cancer (avec la chimiothérapie traditionnelle, la radiothérapie et la chirurgie), selon trois experts québécois interviewés. « Nous vivons un moment excitant », dit Wilson Miller, oncologue à l'Université McGill, vers qui Merck a dirigé *La Presse*.

## Résultats intéressants

À Chicago, Merck, BMS et Roche ont tous les trois dévoilé des résultats intéressants pour leurs immunomodulateurs nouveau genre. Celui de Merck, le MK-3475, pourrait être approuvé aux États-Unis dès octobre, selon le D<sup>r</sup> Miller, alors que celui de BMS devrait suivre l'an prochain, selon Awany Farajallah,

vice-président médical de BMS Canada – dans les deux cas, pour le mélanome. Roche, quant à elle, a donné des résultats un peu plus préliminaires pour son immunomodulateur. Ces trois sociétés ont aussi lancé des études – près de 80 au total, selon Bloomberg – sur l'application de leur immunomodulateur à d'autres types de cancer.

L'immunothérapie oncologique a commencé il y a une vingtaine d'années – feu Robert Bourassa a bénéficié de l'un des premiers traitements, l'interleukine. Mais les premières approches, qui consistaient à extraire les lymphocytes T des patients pour sélectionner les plus vigoureux, étaient très toxiques. Le D<sup>r</sup> Turcotte, qui vient de publier, dans la revue *Science*, des résultats encourageants sur ce type de transfert, pense qu'ils sont supérieurs aux immunomodulateurs, mais que ces derniers sont moins coûteux. Les vaccins, l'autre avenue envisagée pour l'immunothérapie oncologique, n'ont pour le moment pas débouché, selon le D<sup>r</sup> Turcotte.



PHOTO GERRY BROOME, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Selon trois experts québécois, l'immunothérapie oncologique deviendra sous peu une quatrième approche conventionnelle avec la chimiothérapie traditionnelle, la radiothérapie et la chirurgie pour lutter contre le cancer.

## OBTENEZ-EN PLUS AVEC FORD

LES CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE AUXQUELLES VOUS VOUS ATTENDEZ ET D'AUTRES QUI VOUS SURPRENDRONT.

EDGE SEL 2014  
À TRACTION AVANT



LOUEZ POUR

**330 \$ @ 0 %**  
PAR MOIS TAUX DE FINANCEMENT ANNUEL

TERME DE 36 MOIS. | ACOMPTÉ DE **2 925 \$**  
16 000 KM/AN. DE

INCLUANT 2 250 \$ EN RABAIS TOTAUX. FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR INCLUS.

### CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE

- BOÎTE AUTOMATIQUE 6 VITESSES À SÉLECTEUR BIFONCTION SELECSHIFT®
- CHAUFFE-MOTEUR
- VITRES À VERROUILLAGE ÉLECTRIQUES
- COMMANDES AUDIO ET DE RÉGULATEUR DE VITESSE SUR LE VOLANT
- SIÈGE CONDUCTEUR À RÉGLAGE ÉLECTRIQUE
- RÉTROVISEURS À ÉLECTROCHROME
- JANTES DE 18 PO EN ALUMINIUM PEINT NICKEL

LES MEMBRES DE COSTCO ADMISSIBLES OBTIENNENT UN RABAIS ADDITIONNEL DE

**COSTCO**  
WHOLESALE

**1 000 \$<sup>3</sup>**

SUR LES VÉHICULES NEUFS SÉLECTIONNÉS



Libérez-en Plus. Seulement chez votre détaillant Ford.

Allons plus loin

| fordquebec.ca |

## Missionnaire libérée en Afrique Une « expérience spirituelle profonde »

Libérée dimanche après deux mois de captivité en Afrique, sœur Gilberte Bussièrre se porte bien. Elle a même confié à ses consœurs qu'elle a vécu une « expérience spirituelle profonde » pendant sa captivité, qui demeure entourée d'un épais mystère. Tôt hier matin, la leader de la Congrégation de Notre-Dame, sœur Josephine Badali, a parlé au téléphone à sœur Gilberte Bussièrre. « Elle avait une voix forte, elle était heureuse », a raconté sœur Badali, hier, lors d'une conférence de presse à Montréal. Sœur Gilberte Bussièrre doit revenir au Québec « aussitôt que possible ». « Si vous connaissez sœur Gilberte, c'est une femme volubile, a dit sœur Badali, ce qui a fait rire les six autres religieuses qui l'accompagnaient à la conférence de presse. J'ai appelé, on lui a donné le téléphone, et elle a parlé, parlé et parlé. » Sœur Bussièrre, qui a récemment souffert d'un cancer, a vu son médecin et serait « en bonne santé ».

— Catherine Handfield, avec Hugo De Grandpré

(SiriusXM)

De série pour la plupart des véhicules Ford avec abonnement de 6 mois prépayés<sup>11</sup>.

LES ACHETEURS AVISÉS LISENT LES PETITS CARACTÈRES. Les véhicules illustrés peuvent être dotés d'équipements offerts en option. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Ces offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Un dépôt de sécurité pourrait être exigé par Crédit Ford selon les termes et conditions régissant le contrat de crédit du client. Ces offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, des frais maximum de RDPRM de 44 \$ pour les véhicules loués ou achetés, plus des frais de services externes de 4 \$, les droits spécifiques sur les pneus neufs, la TPS et la TVQ. Tous les prix et rabais sont appliqués à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (PDSC). Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. Pour les commandes à l'usine, un client admissible peut se prévaloir des primes/offres promotionnelles de Ford en vigueur soit au moment de la commande à l'usine, soit au moment de la livraison, mais non des deux. <sup>11</sup> Jusqu'au 30 juin 2014, louez un Edge SEL 2014 à traction avant au taux d'intérêt annuel de 0 % pour un terme allant jusqu'à 36 mois pour une mensualité exigible de 330 \$ moyennant un acompte de 2 925 \$. Cette offre inclut un montant de 3 750 \$ en rabais totaux (1 500 \$ en contribution du concessionnaire et de 2 250 \$ en allocation livraison). L'obligation locative totale est de 15 613 \$, la valeur de rachat optionnelle est de 17 811 \$ et le prix total d'acquisition est de 36 349 \$. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tous rajustements de prix. Certaines conditions et une limite de 16 000 km par année pour une période de 36 mois s'appliquent. Un coût de 0,12 \$ par kilomètre s'applique au-delà de la limite permise, en plus des taxes exigibles. <sup>3</sup> Ces offres sont en vigueur du 1<sup>er</sup> mai au 30 juin 2014 uniquement (+ la période de l'offre +) et s'adressent aux résidents canadiens membres en règle de Costco, en date du 30 avril 2014 ou avant. Recevez 1 000 \$ sur la plupart des autres modèles à l'exception de tous les Raptor, GT500, Boss 302 et camions poids moyen (chacun étant un véhicule admissible +). Une seule offre est applicable à l'achat ou à la location d'un (1) véhicule admissible par membre admissible de Costco, jusqu'à concurrence de deux (2) véhicules par numéro de membre de Costco seulement. Cette offre est transférable aux personnes vivant dans le même foyer qu'un membre admissible de Costco. Les taxes s'appliquent avant la déduction de 1 000 \$ CAN. Les concessionnaires peuvent vendre à moins cher. Ces offres sont d'une durée limitée et sont valides seulement chez les concessionnaires participants. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. © utilisée en vertu d'une licence accordée par Price Costco International, Inc. <sup>11</sup> © 2014 SIRIUS Canada Inc. « SiriusXM », le logo SiriusXM, de même que les noms et logos des stations sont des marques de commerce de SiriusXM Radio Inc. utilisées en vertu d'une licence. © 2014 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.

## MONDE

# Obama déclare la guerre au charbon

Après avoir menacé d'agir seul en cas d'impasse au Congrès sur le climat, Barack Obama est passé à l'action hier. Par l'entremise de l'Agence de protection de l'environnement, le président démocrate a proposé une réduction draconienne des émissions de CO<sub>2</sub> pour l'ensemble des centrales électriques des États-Unis. S'ensuivra un combat juridique et politique qu'un environnementaliste a qualifié de « Super Bowl du climat ».



RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Jamais un gouvernement américain n'aura proposé un plan plus ambitieux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis.

Barack Obama, par l'entremise de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), est passé hier à l'offensive dans la lutte aux changements climatiques, fixant aux centrales électriques existantes sur le territoire américain un objectif de baisse de 30 % de leurs émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2030 par rapport à 2005.

Les nouvelles normes visent en particulier plus de 600 centrales au charbon, source majeure de pollution atmosphérique. Elles ne devraient pas manquer d'être contestées par l'industrie du charbon et ses alliés au Congrès.

Mais l'administration Obama semble prête à livrer une rude bataille dans ce qu'un environnementaliste a qualifié de « Super Bowl du climat ».

« Compte tenu du prix astronomique que nous payons pour

notre inaction sur le climat, la chose la plus coûteuse que nous puissions faire est de ne rien faire », a déclaré Gina McCarthy, directrice de l'Environmental Protection Agency (EPA), hier à Washington.

L'initiative de l'administration Obama soulève plusieurs questions, dont les quatre qui suivent.

**Q** Comment les nouvelles normes de l'EPA s'appliqueront-elles?

**R** L'EPA mise sur la flexibilité. Elle n'entend pas imposer de limite aux émissions de chaque centrale. Elle donne plutôt aux États plusieurs options pour atteindre l'objectif général d'ici 2030. Ces options à négocier avec les sociétés énergétiques vont de la conversion au gaz naturel de vieilles centrales au charbon à l'instauration de systèmes locaux ou régionaux de marchés d'émission, en passant par la promotion des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique. Les États auront un an après l'adoption finale des nouvelles normes, à l'été 2015, pour choisir leur stratégie.

**Q** Pourquoi Barack Obama mise-t-il sur l'EPA pour mener ce combat?

Buchanan n'avait évidemment rien d'élogieux, le prédécesseur d'Abraham Lincoln étant considéré par plusieurs historiens comme l'un des pires présidents de l'histoire américaine.

Mais le 44<sup>e</sup> président réussira peut-être à faire mentir ses critiques en matière d'environnement. En annonçant de nouvelles normes sur les émissions des centrales électriques, l'Agence de protection de l'environnement ne règle bien sûr pas le problème du réchauffement climatique.

Mais ces normes adoptées à son instigation permettent à Barack Obama de reprendre



Les nouvelles normes environnementales annoncées par Barack Obama visent en particulier plus de 600 centrales au charbon, comme celle de Juliette, en Géorgie.

PHOTO JOHN AMIS, ASSOCIATED PRESS

**R** Le président a tenté en vain de convaincre le Congrès d'adopter une loi sur le climat lors de son premier mandat. Il a par la suite annoncé son intention d'agir seul en cas d'impasse politique. Et il est passé à l'action dans le cas qui nous intéresse sur le plan réglementaire, par l'entremise de l'EPA, en s'appuyant sur la Loi sur la propreté de l'air (Clean Air Act), adoptée en 1970. Cette loi permet à l'EPA de « réguler les sources de pollution qui mettent en péril le bien-être de la nation ou la santé publique ».

**Q** Que se passera-t-il devant les tribunaux et au Congrès?

**R** Avant même l'annonce d'hier, le ministre de la Justice de l'Oklahoma a promis de contester devant les

tribunaux les nouvelles normes sur les émissions des centrales électriques. Il pourrait être rejoint au cours des prochains mois par un ou plusieurs de ses homologues des quelque 25 États qui exploitent des mines de charbon, dont le Wyoming, la Virginie-Occidentale et le Kentucky. Les sociétés génératrices d'énergie devraient également faire appel à la justice pour stopper ces normes qui pourraient mener à la fermeture de certaines de centrales électriques. Leurs alliés républicains et démocrates du Congrès tenteront de leur côté d'adopter des textes pour empêcher l'EPA d'imposer ses normes. Mais le Sénat à majorité démocrate pourrait s'y opposer.

**Q** Quels seront les coûts des nouvelles normes de l'EPA?

**R** La Chambre de commerce des États-Unis estime à 50 milliards de dollars les coûts annuels des nouvelles normes de l'EPA, et ce, jusqu'en 2030. Ce total tient compte non seulement des pertes d'emplois reliées à la fermeture de mines et de centrales au charbon, mais également à l'adoption de sources énergétiques plus coûteuses. Selon l'EPA, le coût annuel des normes se situera plutôt entre 7,3 et 8,8 milliards de dollars. L'agence estime en revanche que ces normes s'accompagneront d'avantages économiques d'au moins 55 milliards sur la durée de la nouvelle réglementation. L'EPA fait également valoir que la réduction de la pollution atmosphérique aura d'importants bienfaits sur la santé publique.

## Des normes difficiles à mettre en place

RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE  
ANALYSE

NEW YORK — « Tout le monde va se demander si Barack Obama n'a pas été le James Buchanan du changement climatique. »

En octobre 2010, l'hebdomadaire *The New Yorker* concluait ainsi un long reportage sur l'échec d'un projet de loi sur le climat lors d'une période au cours de laquelle les démocrates étaient majoritaires dans les deux chambres du Congrès.

La comparaison entre Barack Obama et James

un candidat présidentiel, en l'occurrence John McCain, qui avait présenté un plan encore plus ambitieux que celui de l'EPA sur le climat.

Mais Barack Obama fait face aujourd'hui à un autre Parti républicain. Et il a décidé de miser sur l'EPA pour contourner un Congrès récalcitrant.

« Nous limitons les produits chimiques toxiques – tels que le mercure, le soufre et l'arsenic – que les centrales peuvent rejeter dans l'air ou dans l'eau. Mais celles-ci peuvent rejeter des quantités illimitées de CO<sub>2</sub> dans l'air. Ça n'a pas de sens », a-t-il déclaré samedi lors de son allocution radiophonique hebdomadaire.

S'il parvient à gagner ce combat, Barack Obama ne pourra certainement plus être comparé à James Buchanan.

les suffrages dans les États qui dépendent du charbon, dont le Kentucky.

Le sénateur républicain de cet État, Mitch McConnell, n'a pas manqué hier de critiquer l'annonce de l'EPA en la qualifiant de « coup de poignard dans le cœur de la classe moyenne américaine ».

Le président républicain de la Chambre des représentants, John Boehner, s'est montré encore plus cinglant.

« Le projet du président est dingue, il n'y a vraiment pas une autre façon de le décrire », a-t-il dit.

L'ironie veut que les républicains aient choisi en 2008

lait  
PRÉSENTE

**GO**  
FESTIVAL  
GO VÉLO MTL

EN COLLABORATION AVEC

Jean Coutu

MERCI

d'avoir roulé  
avec nous  
au Festival  
GO VÉLO MTL

**MERCİ** aux milliers de participants, bénévoles et citoyens ayant pris part au Défi métropolitain, à l'Opération véloboulot, au Tour la Nuit et au 30<sup>e</sup> Tour de l'Île de Montréal.

**MERCİ** à la Ville de Montréal et aux arrondissements Plateau-Mont-Royal, Ville-Marie, Sud-Ouest, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Montréal-Est, Anjou, Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord, Ahuntsic-Cartierville, Villeray-Saint-Michel-Parc Extension et Rosemont-La Petite-Patrie. Merci également à l'ensemble des arrondissements et villes de l'île de Montréal ayant chaleureusement accueilli le 100-130 km Découverte du Tour de l'Île de Montréal ainsi que le 100 km Express Vélo Mag.

**MERCİ** aux partenaires et commanditaires de leur indispensable appui.



**MERCİ ÉGALEMENT À :** Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Fonds vert du gouvernement du Québec, SOS Vélo, Transports Québec/centre Anjou, Lafarge/carrière de Montréal-Est, Ville de l'Assomption et Saint-Jacques.

UN ÉVÉNEMENT DE Vélo Québec

*Louise Marion*

Exposition du 5 au 20 juin

Rencontre avec l'artiste  
jeudi 5 juin de 17 h à 21 h  
Du 5 au 20 juin

Galerie d'art  
Richelieu

Artistes du Québec et d'ailleurs

7903, rue Saint-Denis, Montréal  
(514) 381-2247 crichelieu@bellnet.ca  
Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h  
Stationnement • Métro Jarry

[www.galerierichelieu.com](http://www.galerierichelieu.com)

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2014-06-02

**Lotto 6/49** 5 6 4 1 2 3 2 1

**50/50** 3 6 6 D A

**banco** 02 11 12 16 22 25 26 35 36 42  
44 46 51 56 59 62 64 65 66 67

**Sprinto** 10 17 19 20 26

**Quintissime** 3 413 4 5205

**Triprix** 09 13 16 21 34

**Extra** 1088157

**NOUVEAU!**  
COURSE D'AUTOMOBILES. FAITES VOS COURSES!

**Sprinto**

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

**Astro**

**Jour**  
13

**Mois**  
NOVEMBRE

**Année**  
49

**Signe**  
CANCER

## LE TOUR DU GLOBE

## Ukraine Violents combats dans l'Est

Des combats meurtriers ont opposé toute la journée, hier, gardes-frontières et séparatistes prorusses à Lougansk, dans l'est de l'Ukraine. Washington a par ailleurs accusé la Russie de déstabiliser cette région en laissant passer armes et combattants. Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé un « crime » des autorités de Kiev « contre leur propre peuple » après ces affrontements.

— Agence France-Presse



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

## Iran Quatre morts dans une tempête de sable

Au moins quatre personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées hier à Téhéran, frappée par une tempête de sable sans précédent qui a plongé la ville de Téhéran dans l'obscurité, endommagé des bâtiments et perturbé le réseau électrique. La tempête s'est déclarée à 17h10 avec des vents atteignant 110 km/h. Des arbres ont été arrachés par la violence du vent et les rues recouvertes de débris.

— Agence France-Presse

## Espagne Le roi Juan Carlos abdique

Le roi d'Espagne, Juan Carlos, dont la popularité est ternie par les scandales, est affaibli par des ennuis de santé et a annoncé hier à la surprise générale qu'il abdiquait au profit de son fils, le prince Felipe, lui laissant la lourde tâche de se consacrer au « renouveau » d'une monarchie discréditée. Le prince des Asturies doit devenir, à 46 ans, le prochain roi d'Espagne sous le nom de Felipe VI.

— Agence France-Presse

## JOURNALISTE AU MEXIQUE

# Un métier toujours plus risqué

EMMANUELLE STEELS  
COLLABORATION SPÉCIALE

Menaces, agressions, exécutions de journalistes, attentats contre les médias: l'escalade se poursuit dans les atteintes à la liberté de la presse au Mexique. Et la société se montre de plus en plus sensible à cette situation. À la fin du mois de mai, l'institut de sondages Parametria a révélé que 97% des Mexicains percevaient le journalisme comme une profession à haut risque et que 63% estimaient que le gouvernement ne faisait pas le nécessaire pour protéger les journalistes dans leur mission d'informer la société.

En 2013, 286 journalistes ont été victimes d'agressions – ce qui inclut 4 assassinats – dans le cadre de l'exercice de leur profession, un chiffre en hausse par rapport à l'année précédente, d'après l'organisation de défense de la liberté d'expression Article 19. Depuis 2007, c'est 50 reporters qui ont

été assassinés. La perception de la société n'est donc pas erronée.

« Il n'y a pas d'indice que la situation puisse s'améliorer, étant donné les conditions de violence qui persistent dans le pays », analyse Balbina Flores Martínez, représentante de Reporters sans frontières au Mexique. Un phénomène s'est accentué: « Les menaces à l'encontre des reporters sont devenues une pratique commune. » Les journalistes qui enquêtent sur des dossiers délicats, liés au crime organisé et aux cartels de la drogue, et qui révèlent des scandales de corruption sont de plus en plus souvent la cible de menaces de mort. « Cela génère une plus grande insécurité pour les journalistes, mais aussi une autocensure, qui empêche l'information de parvenir à la société », souligne Balbina Flores. En outre, l'impunité des menaces et des agressions est une constante.



PHOTO MARCO UGARTE, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Des journalistes ont protesté, en février dernier à Mexico, contre le meurtre de leur collègue Gregorio Jimenez, et celui d'autres reporters.

### Menaces de mort

« Les autorités brillent par leur absence alors qu'elles sont censées enquêter sur ces agressions. Elles espèrent simplement que ces cas tomberont dans l'oubli », affirme Marta Durán de Huerta. Cette

sociologue, professeure de journalisme et correspondante de la radio hollandaise au Mexique, a reçu des menaces de mort par téléphone le 13 mai dernier. Immédiatement, elle a décidé de dénoncer publiquement les faits: « Des

journalistes qui n'ont pas tenu compte des menaces ont été tués », explique-t-elle.

L'an dernier, le gouvernement mexicain a mis en place un « mécanisme de protection », qui inclut diverses mesures destinées à sauvegarder l'intégrité physique des journalistes menacés. Anabel Hernández, auteur d'un best-seller sur les cartels et la corruption politique, fait l'objet de menaces depuis plusieurs années. La journaliste était censée être encadrée par le mécanisme de protection à l'époque où elle a retrouvé des animaux morts devant sa porte. Par la suite, en décembre dernier, un commando armé a fait irruption chez elle en son absence. Les autorités fédérales n'ont pas réagi. Aujourd'hui, elle se sent totalement abandonnée: « Le soi-disant mécanisme de protection m'a placée dans une situation encore plus difficile, car tout le monde pense que je suis protégée et que mon cas est réglé. Or, c'est faux, je suis encore plus vulnérable. » En avril dernier, le ministre de l'Intérieur reconnaissait que ce programme était un échec et qu'il devait être révisé.

Pour Reporters sans frontières, Anabel Hernández fait partie des 100 héros de la liberté d'expression dans le monde. Mais au Mexique, elle est livrée à son sort.

Nous nous classons  
premiers en faisant  
passer nos clients  
en premier.

Meilleurs services de gestion de patrimoine  
au Canada\*

BMO Groupe financier

Meilleure banque privée au Canada\*

BMO Banque privée Harris<sup>MD</sup>

Notre relation d'affaires repose sur la compréhension  
de vos besoins et de vos objectifs.

Voyez comment à [bmo.com/prix-gestion-patrimoine](http://bmo.com/prix-gestion-patrimoine)

Meilleure société de conseils en placement de  
plein exercice au Canada\*

BMO Nesbitt Burns<sup>MD</sup>

Meilleur service de courtage en ligne†

BMO Ligne d'action

BMO



BMO Nesbitt Burns | BMO Ligne d'action | BMO Banque privée Harris | Gestion mondiale d'actifs | BMO Assurance

\* 2014 – Global Banking and Finance Review. † 2013 – Gala canadien du placement Morningstar. <sup>MD</sup> Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence. <sup>MD</sup> « Nesbitt Burns » est une marque de commerce déposée de BMO Nesbitt Burns Inc. <sup>MD</sup> « BMO Banque privée Harris » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence. BMO Banque privée Harris est une entité de BMO Groupe financier. <sup>MD</sup> BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Ligne d'action Inc. sont des filiales distinctes en propriété exclusive de la Banque de Montréal et des membres du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'OCRCVM.

## DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Mario Girard et Alexandre Pratt > Directeurs principaux de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAL

## Mémoire sélective



ARIANE KROL  
 akrol@lapresse.ca

Les Européens qui demandent à Google d'épurer leur profil devront attendre, et plusieurs risquent d'être déçus. Le précédent créé par la Cour de justice de l'Union européenne n'en est pas moins préoccupant.

Ça se bouscule à la blanchisserie. Vendredi dernier, dans la journée suivant la mise en ligne de son formulaire, Google a reçu quelque 12 000 demandes, rapporte *Le Monde*. En vertu de la décision rendue à la mi-mai, les citoyens de l'Union européenne (UE) peuvent réclamer que les liens « inadéquats, pas ou plus pertinents ou excessifs au regard des finalités du traitement » soient retirés des résultats de recherches internet.

*Il y a lieu de se demander qui sera la prochaine cible de cette directive sur la protection et la circulation des données à caractère personnel.*

L'effacement de la tache n'est cependant pas garanti. Les informations jugées d'intérêt public – fraudes, fautes professionnelles, condamnations en justice – n'auront sans doute pas droit au traitement. N'empêche, le potentiel de distorsion est bien réel. La décision vise Google, qui détient environ 90 % du marché de la recherche internet dans l'UE. Il y a toutefois lieu de se demander qui sera la prochaine

cible de cette directive sur la protection et la circulation des données à caractère personnel.

Pour l'instant, les contenus des sites ne sont pas affectés. Seuls les liens menant à ces informations seront supprimés des résultats de recherche. Et encore, ce « droit à l'oubli » ne s'applique qu'aux versions européennes du moteur de recherche. Les liens jugés embarrassants apparaîtront toujours dans les engins étrangers, dont celui du vaisseau amiral Google.com, facilement accessible en Europe. Tant mieux, car quiconque fait une recherche le moins sérieusement trouvera l'information nécessaire. Sauf que cela risque d'inciter les plaignants à exiger un droit de retrait à la source, sur les sites des médias par exemple.

Il faut souhaiter que la Cour européenne n'aille jamais jusque-là. Des informations exactes et jugées d'intérêt public à leur publication ne doivent pas être à la merci d'un droit de censure rétroactif.

Google a été prompt à mettre son formulaire en ligne, mais les demandeurs devront prendre leur mal en patience. Sa procédure n'est pas encore en place, son comité d'experts vient tout juste d'être formé et elle devra collaborer avec les autorités. Bref, ça prendra du temps avant qu'on ait assez de décisions pour voir quels types de cas seront soustraits à l'œil du public.

De ce côté-ci de l'Atlantique, heureusement, nos tribunaux semblent assez allergiques à de telles dérives. Les hyperliens contenus dans une page web ne constituent pas de la diffusion, a conclu la Cour suprême en 2011, dans un vibrant plaidoyer en faveur de la liberté d'expression sur l'internet. « Ce n'est pas parce que l'accessibilité aux archives est plus facile et plus grande aujourd'hui que l'on doit priver le public de l'information publique. On ne peut pas effacer des archives ce qui a été publié », a souligné pour sa part la Cour supérieure l'an dernier.

suis le petit vieux qui entrave la route et qui bloque le plaisir des autres.

J'ai participé au Tour de l'Île ce week-end et plusieurs considéraient cet événement comme une course, au risque et péril des familles qui profitaient d'une journée de liberté en pleine rue. Des comportements imbéciles et irresponsables, nous en avons noté des dizaines.

On veut faire de Montréal une ville du vélo mais, pour atteindre ce résultat, il faudra que la population atteigne un niveau de culture cycliste qui est absent en ce moment. Présentement, c'est le chaos, et cela, sans compter la multitude de situations dangereuses rencontrées sur les pistes cyclables, qui font qu'une randonnée est souvent accompagnée d'un danger réel et constant. Les automobilistes représentent un danger moindre que celui que l'on vit avec les autres cyclistes.

Richard Schneider, Montréal

## Modulation inacceptable

La tarification modulée en fonction des revenus dans les centres de la petite enfance proposée par le premier ministre, Philippe Couillard, est inacceptable. Ensuite, est-ce que les gens qui ont un revenu supérieur à la moyenne devront payer plus cher leurs bananes à l'épicerie que leurs concitoyens? C'est ridicule! C'est un retour en arrière qui ouvre une porte à une certaine dérive. Je paie déjà substantiellement plus d'impôts que la plupart des Québécois. Ma contribution à la société est amplement suffisante. Je ne vois donc pas pourquoi je devrais payer plus cher certains services publics qui sont financés à même mes impôts. Ce scénario est inacceptable.

Myriam Rhéaume-Lanoie, médecin

## SUBTILEMENT, JOËL GAUTHIER TENTE DE FAIRE DISPARAÎTRE LES DONNÉES DE SON CELLULAIRE



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

## OPINION

## Un geste significatif

À l'avenir, les économies à faibles émissions de carbone auront un avantage compétitif important.



ROBERT ASSELIN  
 L'auteur est professeur invité au Woodrow Wilson International Center for Scholars, à Washington, et directeur associé de l'École d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa.

En annonçant hier un plan de lutte sérieux contre les changements climatiques, le président américain Barack Obama a fait l'un des gestes les plus significatifs de sa présidence.

L'objectif annoncé par l'Environmental Protection Agency (EPA) de réduire de 30 % d'ici 2030 les émissions de carbone par rapport à celles de 2005 représente le plus grand effort jamais entrepris par le gouvernement américain de s'attaquer aux changements climatiques. Si le plan est mis en œuvre, cela impliquera une réduction de 500 millions de tonnes métriques de carbone annuellement.

Aux États-Unis, 40 % des émissions sont produites par les centrales énergétiques (principalement des centrales au charbon). L'annonce d'hier vise directement ces centrales en leur imposant un plafond quant à leurs niveaux d'émissions, ce qui, dans les faits, équivaut à établir un prix sur le carbone.

## Une portée internationale

Au-delà de la dimension nationale, l'annonce aura une portée internationale

considérable. D'abord parce que les États-Unis et la Chine sont les deux plus grands émetteurs de carbone à l'échelle de la planète (près de 70 % des émissions totales), le message envoyé au reste du monde est sans équivoque. Avant le sommet mondial de Paris qui se tiendra en 2015, l'annonce du président Obama vient insuffler un nouvel élan aux négociations qui s'amorcent pour venir à un nouvel accord multilatéral. Cela est loin d'être anodin, considérant l'inertie observée au cours des dernières années.

Enfin, la direction que vient de prendre le gouvernement américain aura un effet certain

**Le message envoyé au reste du monde est sans équivoque.**

sur les forces du marché, qui prendront un virage important dans la production, la transmission et la consommation énergétiques. Déjà, les investissements et les emplois liés aux énergies renouvelables comme le solaire, l'éolien et la biomasse ont connu un essor considérable au cours des dernières années aux États-Unis. Le mouvement ne sera qu'amplifié à la suite de cette nouvelle réglementation.

## Le Canada en mauvaise posture

Quelles seront les conséquences pour le Canada? Jouissant d'une réputation

déjà peu enviable sur le plan environnemental, le gouvernement Harper se trouve dans une situation encore plus vulnérable. En refusant de mettre de l'avant sa propre réglementation sur les émissions de carbone, il place le Canada dans une position doublement désavantageuse.

D'une part, comme nous l'avons constaté dans le fiasco de l'oléoduc Keystone, l'absence d'action concrète sur le plan des changements climatiques nuit à l'exportation du pétrole lourd venant des sables bitumineux de l'Alberta. Grâce entre autres à la révolution dans l'exploration du gaz naturel, les États-Unis auront le luxe d'être plus sélectifs dans l'importation de l'énergie et préférer des sources moins polluantes. Si le Canada avait agi en matière de séquestration du carbone ou en réglementant l'industrie, il ne serait pas dans cette situation.

D'autre part, plutôt que de devenir un leader mondial dans la recherche et développement et l'innovation en matière énergétique et de créer un marché propice aux investissements privés, le Canada risque de se faire damer le pion par les pays qui auront compris le potentiel économique lié à ce virage.

À l'avenir, les économies à faibles émissions de carbone auront un avantage compétitif important. Au-delà de la lutte contre les changements climatiques, c'est cela qu'il faut saisir dans l'annonce d'hier. Le président Obama, lui, l'a compris.

## DEBATS@LAPRESSE.CA

## Le SLR, deux fois plutôt qu'une

C'est un classique québécois, peu importe le gouvernement, de commander des études à plusieurs millions pour en venir à la conclusion que ledit projet va coûter plusieurs milliards, que c'est donc trop cher, et se rabattre sur rien ou simplement bonifier un service d'autobus plus polluant et accentuant le trafic sur nos routes. Je comprends que le dernier gros projet de l'AMT, le train de l'Est, ait été un fiasco, mais parfois, il faut tourner la page et apprendre de ses erreurs. Le SLR est rapide et efficace. Cher, certes, mais il s'agit d'un bien nécessaire pour desservir trois axes importants, soit la Rive-Sud, l'aéroport et l'Ouest-de-l'Île. Montréal se classe déjà comme un leader nord-américain en termes de transport en commun. Pourquoi ne pas garder, voire accentuer, ce statut au cours des prochaines années? Nous avons besoin d'un, et peut-être même de deux, réseaux de SLR.

Alexandre Lajoie, Montréal

## Les cyclistes sont leurs propres ennemis

Je suis propriétaire d'un vélo de route très compétitif et d'un vélo hybride plus modeste, donc beaucoup moins performant. J'ose croire être en mesure de bien analyser la situation des cyclistes.

À Montréal, le cycliste est son propre ennemi par son intolérance, son impatience, la surévaluation de ses compétences, son manque de respect et de civisme, sa vitesse excessive et son irrespect des lois et des règlements. Lorsque je suis sur mon vélo de route, je deviens l'ennemi à abattre, mais si j'utilise mon vélo plus modeste, en compagnie de ma conjointe, je

## DANS LA PRESSE+



## EN VIDÉO

## Souverainistes, mais pas péquistes

Afin d'aller au-delà des données de sondages sur les aspirations souverainistes de notre jeunesse, nous avons décidé d'interroger quelques jeunes Québécois au sujet de leur vision de l'avenir politique du Québec. Loin de se désintéresser de la souveraineté, ceux-ci sont toutefois peu interpellés par la vision de l'indépendance qui est présentement proposée par le Parti québécois.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?

Écrivez-nous à débats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070  
 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453  
 www.lapresse.ca/abonnement

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363  
 petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816  
 decès@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320  
 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Inc. dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de l'imprimerie Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

## À BIEN Y PENSER

Il faudra beaucoup de détermination et de courage pour relever les finances au Québec. De partout, les voix s'élèvent pour dire que l'urgence de le faire est là, mais en même temps et dans le même souffle, on entend, provenant de tous les horizons, des « pas moi! », « pas moi! », « pas moi! » et « surtout, surtout pas moi! ». Voilà comment, ici au Québec, tout le monde veut aller au ciel, mais personne ne veut mourir.  
— Ghislaine Doré, Terrebonne

## DÉBATS

## Un petit bastion d'islamophobie



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

Le Danemark a été le seul pays, avec la France et la Grande-Bretagne, à élire au Parlement européen une majorité d'europhobes hostiles à l'immigration musulmane et rom.

Le Danemark? Ce gentil petit pays égalitaire et progressiste qui fait l'admiration des amants de la nature et du vélo? Le Danemark qui, sous l'occupation nazie, a protégé ses Juifs mieux que n'importe quel autre pays européen?

Des 7800 Juifs danois, seulement 425 ont été déportés. Les résistants ont fait passer des Juifs en Suède, les cliniques médicales ont changé les noms juifs dans leurs registres pour des noms aryens. Dans un geste d'éclat dont l'humanité se souvient encore, le roi Christian X a averti les Allemands qu'il serait le premier à porter l'étoile jaune si l'occupant forçait les Juifs à le faire.

*L'accueil des réfugiés est une question de générosité internationale, pas une affaire de rentabilité économique!*

Mais, depuis ces temps héroïques, le pays a perdu ses réflexes d'accueil. Dès le début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'opposition d'extrême droite, le Parti populaire danois, n'a cessé de faire des gains, jusqu'à détenir aujourd'hui 12 % des sièges au Parlement national.

Comme le Front national en France, le PPD prend des votes à la gauche sociale-démocrate autant qu'à la droite traditionnelle. Propulsé par des sondages qui montraient un fort appui à ses vues, de même que par une presse à sensation qui n'en finit plus d'exposer les méfaits des enfants d'immigrés, il a réussi à forcer le gouvernement de coalition au pouvoir à Copenhague à durcir ses politiques d'immigration.

Le Danemark s'est donné les lois les plus restrictives d'Europe en matière de réunification familiale. On établit des critères sévères sur l'âge, l'adaptabilité au pays, et ceux qui réussissent à passer à travers la grille sont privés, une fois sur place, d'avantages sociaux pour des périodes pouvant aller jusqu'à sept ans.

Quant à l'accueil des réfugiés, le Danemark est, de tous les pays développés, celui qui a obtenu la plus mauvaise note des Nations unies. Tous les pays prospères doivent en effet accepter un certain nombre de réfugiés, au prorata de leur population. Dans le cas du Danemark (moins de 6 millions d'habitants), ce « quota » est fixé à 500. Mais le Danemark fait le tri: seuls les réfugiés pouvant prouver qu'ils peuvent « contribuer à la société danoise » sont acceptés...

On voit d'ici la barrière qui se dresse devant les réfugiés syriens, afghans ou soudanais – des gens qui, bien évidemment, ne parlent pas danois et dont les preuves de scolarité ont disparu dans la tourmente. Par définition, les réfugiés, contrairement aux immigrants sélectionnés, ne « contribuent » pas au pays d'accueil. Leurs enfants le feront, certes, et eux-mêmes peut-être aussi, une fois passées les premières années d'adaptation. L'accueil des réfugiés est une question de générosité internationale, pas une affaire de rentabilité économique!

C'est à Copenhague qu'a éclaté, en 2005, le fameux scandale des caricatures de Mahomet. Même les plus fervents défenseurs de la liberté de la presse ne pourront s'empêcher d'y voir une provocation délibérée, dans le contexte d'une montée du ressentiment populaire contre les immigrés musulmans. Le raidissement de la population est tel que le premier ministre de l'époque, Anders Fogh Rasmussen (pourtant connu pour ses talents de diplomate), a refusé de rencontrer les ambassadeurs des pays musulmans qui requéraient un entretien qui ne l'aurait pourtant engagé à rien.

Il va de soi que l'immigration musulmane actuelle n'a guère en commun avec la minorité juive qu'une bonne partie du peuple danois a naguère sauvée du désastre. Mais comment expliquer que l'islamophobie, au Danemark, soit tellement plus forte que dans des pays comparables de l'Europe de l'Ouest?

Je reviendrai sur le sujet vendredi, dans ma prochaine chronique.

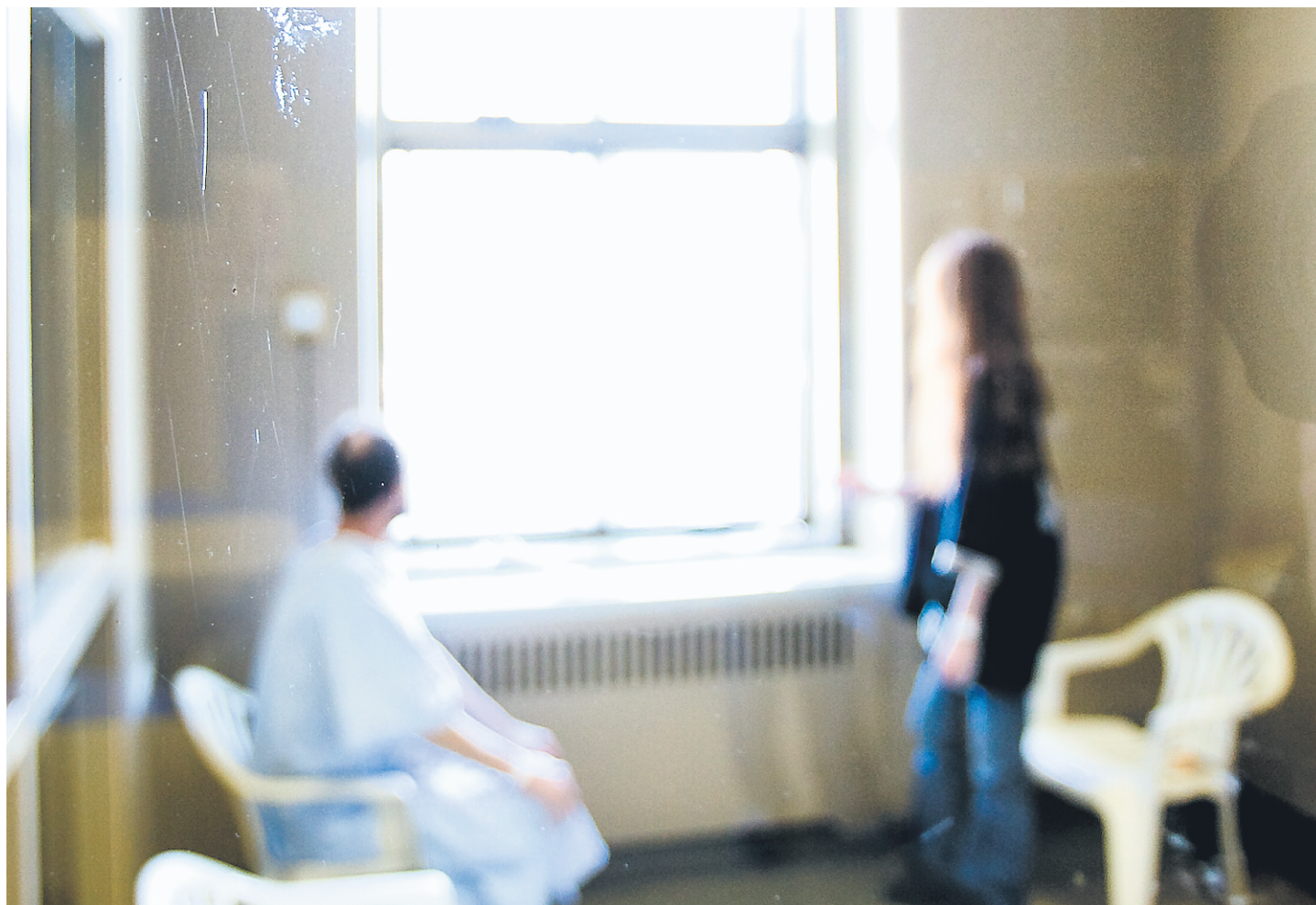


PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE  
L'auteure soutient que des milliers d'organismes communautaires spécialisés dans l'accompagnement de gens souffrant de maladies mentales ont vu leur budget sabré par le gouvernement, ce qui risque de causer des problèmes dans la société.

## Le luxe de la santé mentale



NATHALIE JUTEAU

L'auteure est une professionnelle en communication. Elle réside à Montréal.

Le vol du poupon d'un jour a captivé la population entière du Québec.

Les médias sociaux se sont enflammés et, heureusement, l'histoire s'est bien terminée. La presse n'a pas tardé à tirer profit de cet événement en mettant sur la sellette le manque de sécurité dans les hôpitaux, alors qu'un tel enlèvement est rare. À quand remonte le dernier? Au début des années 90.

Ce qui n'est pas un fait anecdotique par contre, c'est qu'au Québec, une personne sur cinq sera atteinte d'un trouble mental dans sa vie, notamment de dépression ou d'épuisement professionnel. La maladie affectera l'entourage de ces personnes et pourra même, comme dans le cas de madame Poulin-Collins, être la cause de préjudices. Même si les campagnes de sensibilisation martèlent l'importance de demander de l'aide lorsque l'on se sent sous l'emprise d'un tel mal, l'accessibilité à des soins psychiatriques est gravement problématique au Québec.

Si vous souffrez de maladie mentale, vous êtes chanceux de vivre ou de travailler dans la ville de Laval ou celle de Québec. Dans ces deux cas, le délai de traitement peut aller jusqu'à

un maximum de deux mois. Pour Montréal ou les régions de l'Outaouais, de Lanaudière ou des Laurentides, vous devriez faire preuve de patience avant d'être vu. Il pourrait s'écouler des années entre l'apparition des premiers symptômes et la pose d'un diagnostic.

## Le syndrome des portes tournantes

Si vous avez des idées suicidaires, on vous dirigera aux urgences. Mais n'espérez pas y être pris en charge à long terme. Le protocole des urgences en ce qui a trait aux personnes souffrant de maladies mentales, c'est de stabiliser, transférer et retourner. C'est le syndrome

vu leur budget sabré par le gouvernement, alors que ces organismes sont la décharge du système institutionnel qui y confie les patients sur les listes d'attente. Nous avons fait un choix de société au Québec: la santé mentale est un luxe. Seuls ceux qui ont de bonnes assurances ou qui ont les moyens financiers peuvent se l'offrir rapidement.

Le cas du vol du poupon est un acte isolé, un fait divers. Cependant, les Valérie Poulin-Collins se multiplient au Québec. S'ils ne sont pas soignés, les gens souffrant de maladies mentales peuvent devenir des bombes à retardement. Au lieu de demander aux

## La meilleure chance de s'assurer d'un rétablissement à long terme est de combiner les soins pharmacologiques à une psychothérapie.

de la porte tournante. Les malades avec troubles psychiques arrivent, repartent et y reviennent, pour repartir de plus belle.

Selon des données probantes, on estime que la meilleure chance de s'assurer d'un rétablissement à long terme est de combiner les soins pharmacologiques à une psychothérapie.

Pourtant là, comme ailleurs, on coupe. Ces dernières années, des milliers d'organismes communautaires spécialisés dans l'accompagnement de gens souffrant de maladies mentales ont

directeurs d'établissements hospitaliers d'élaborer des stratégies de sécurité pour barrer leur hôpital, le ministre de la Santé, le D<sup>r</sup> Barrette, devrait décréter l'urgence à la grandeur du Québec et ainsi prioriser la santé mentale, au nom de tous ceux et celles qui méritent d'aspirer à retrouver légitimement leur bien-être psychique. Autrement, les médias rapporteront encore et toujours des histoires, au déroulement beaucoup moins heureux, sur les sévices que la maladie mentale inflige à notre société.

## Le Québec manque de gestionnaires

## Alain Bouchard se trompe de cible lorsqu'il dénonce le « BS » fédéral



JEAN BAILLARGEON

L'auteur est expert-conseil en communication stratégique et gestion d'enjeux.

Le président d'Alimentation Couche-Tard, Alain Bouchard, dénonce avec raison le fait que le Québec reçoit depuis des années plus en redevances du gouvernement fédéral que ce qu'il donne en impôt et taxes à Ottawa. Cette année seulement, le Québec, devenu une province « pauvre », reçoit plus de 9,3 milliards du fédéral en paiement de péréquation, d'où le qualificatif pour le Québec de province « BS » du fédéral.

M. Bouchard prétend que le Québec dépense trop et manque d'entrepreneurs. Il aimerait moins de gouvernement, moins de réglementation et plus de soutien aux entrepreneurs. En fait, le Québec est tout simplement médiocre dans sa gestion de ses propres fonds publics, incluant ceux provenant du gouvernement fédéral. Par contre, je suis tout à fait en désaccord sur l'aide accordée aux entrepreneurs où, là, le Québec est le champion de la dépense toutes catégories, à un point tel qu'il se fait accuser de soutenir par ses programmes le « BS corporatif ».

Comme d'autres personnalités d'affaires qui ont réussi, M. Bouchard critique la gestion du gouvernement du Québec, qui est devenu à la face de tous un modèle de mauvaise gouvernance, de

surgouvernance et de non-gouvernance, comme l'ont démontré éloquentement la commission Charbonneau et l'Unité permanente anticorruption (UPAC). Dans la non-gouvernance québécoise, il y a un aspect qui se démarque dans le discours des gestionnaires, où l'on constate que non seulement personne n'est responsable de bien gérer les fonds publics, mais encore le système de protection en place fait en sorte que tout le monde se protège.

Donc, au pis, on peut subir un déplacement et, au mieux, un bonus ou une promotion afin de maintenir la loi du silence face à l'incompétence et au gaspillage

## Je comprends et je partage les frustrations de M. Bouchard, mais je crois que ce qu'il manque le plus au Québec, c'est surtout de bons gestionnaires, intègres, compétents et responsables.

généralisé des fonds publics. Ainsi, combien de milliards de fonds publics ont-ils été détournés ou gaspillés au cours des dix dernières années dans le domaine de la construction et ailleurs?

À titre d'exemple, selon le vérificateur général du Québec, plusieurs dizaines de millions sont gaspillés chaque année dans la mauvaise gestion des systèmes informatiques du gouvernement du

Québec, sans compter la surconsommation de médicaments d'ordonnance couverte par le système d'assurance médicaments, devenu un « bar ouvert » que certains qualifient de « névrose québécoise du médicament ».

Quant au soutien aux entrepreneurs, le Québec est en effet la province qui accorde le plus d'aide aux entreprises par habitant, le double de l'Ontario. Faut-il rappeler que c'est grâce au Régime d'épargne-actions (REA), exclusif au Québec, que M. Bouchard a pu démarrer son entreprise, Alimentation Couche-Tard? D'autres programmes, notamment le Régime d'actions accréditées pour les entreprises d'exploration minière et le plan Paillé, ont permis à des entrepreneurs non seulement de démarrer leur entreprise, mais aussi d'être exempts d'impôt pendant plusieurs années. Enfin, j'ai participé à la création des services d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE) et de la Société d'investissement jeunesse (SIJ); souvent, ce ne sont pas l'aide financière et le soutien qui ont manqué, mais plutôt les bons projets.

Je comprends et je partage les frustrations de M. Bouchard, mais je crois que ce qu'il manque le plus au Québec, c'est surtout de bons gestionnaires, intègres, compétents et responsables, qui auront les moyens de faire face à la collusion, à la corruption et au gaspillage de fonds publics. Espérons que ma demande sera entendue par l'École nationale d'administration publique (ENAP), qui pourrait assumer le leadership d'une réforme de la gouvernance publique au Québec.

